

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008

DUC S.A.

SOMMAIRE

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL	2
RAPPORT DE GESTION	3
COMPTES CONSOLIDES	26
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	56
COMPTES SOCIAUX	58
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	78
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	80

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Chailley, le 8 juin 2009

Joël MARCHAND
Directeur Général

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION Relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2008 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice. Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE

1.1 Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice - Evolution récente
Le périmètre du Groupe DUC a beaucoup évolué au cours de l'année 2008.

Après la prise de contrôle, en décembre 2007, de la Société COBRAL, spécialisée dans les produits traiteur et snacking, et dont la restructuration a été opérée pendant tout l'exercice, DUC a acquis le site de Plumelin en janvier 2008.

DUC sous-traitait auparavant les prestations de fabrication de cordons bleus et nuggets destinés aux marchés RHF (restauration hors foyer) qui étaient réalisées au sein de ce site industriel, spécialisé dans la fabrication de produits panés surgelés.

Désormais, dans le cadre d'accords passés avec le Groupe CECAB, DUC a acquis ce fonds de commerce de fabrication de morceaux de viande IQF (système de surgélation individuelle et rapide des produits) et des produits cuits à base de dinde et principalement des produits panés, et repris à son compte le contrat de crédit-bail portant sur les locaux, à effet du 1^{er} janvier 2008.

Au mois de septembre 2008, la Société a acquis, auprès du Groupe BONGRAIN, le site de Gouaix (77) entérinant ainsi l'élargissement de l'activité de DUC à une gamme de produits élaborés (cordons bleus, produits panés et nuggets, ainsi que produits panés de fromage dans le cadre d'accords passés avec le Groupe BONGRAIN).

Au cours du second trimestre, l'immatriculation de la Société DRB à Sofia a marqué la concrétisation des accords signés quelques mois auparavant avec nos partenaires bulgares de SVS 98. DUC détient 40% de cette structure qui produit et commercialise des produits à marque DUC en Bulgarie et bientôt en Roumanie.

L'exercice 2008 a été caractérisé par une évolution spectaculaire du prix des matières premières : les principales céréales (blé et maïs) ainsi que le soja ont fait l'objet de spéculations très fortes pendant 8 à 9 mois entraînant une augmentation des coûts de revient du vif de l'ordre de 20% au plus fort de l'exercice, pénalisant plus particulièrement la filière dinde qui constitue le principal foyer de pertes.

Cette inflation hors du commun n'a pas pu être totalement répercutée sur les tarifs de vente et a donc impacté directement les marges brutes de la société qui ont subi une dégradation très nette.

Dans ce contexte de resserrement des marges et de baisse du niveau des résultats, la Société a mis en place dès 2008 une politique d'investissements significative.

Un montant de 7 millions d'euros a été alloué à l'amélioration de l'ensemble de la chaîne de production ainsi que la diversification des produits commercialisés.

Ainsi, sur le site de Chailley un programme de remplacement de la chaîne de refroidissement des volailles, et un atelier de valorisation des petites viandes ont déjà été mis en place. Ces investissements devraient permettre à DUC de garantir une augmentation capacitaire de 20% du site et d'obtenir une valeur ajoutée additionnelle sur l'année 2009 supérieure à 300 K€.

1.2 Evènements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice

Pour répondre à la pression sur les marges, la société DUC a entamé dès 2008 une politique d'investissement et de restructuration significative. Dans ce cadre, l'intégralité de l'activité de découpe et de conditionnement de dinde du Groupe est réalisée sur le site de Riec depuis le mois de Janvier 2009.

1.3 Perspectives d'avenir

L'année 2009 devrait vraisemblablement rester un exercice difficile avec un contexte de marché morose.

Le décalage de prix de revient de la dinde avec le poulet n'étant pas répercutable chez les clients, DUC a très rapidement pris des mesures de recentrage de son mix produit vers les produits à base de poulet.

Ces mesures, privilégiant les marchés en frais, nécessitent un délai d'application de 6 mois. Elles auront donc un effet sur 2009 et permettront une amélioration du résultat d'exploitation de la société.

Poursuivant l'orientation entamée en 2008 ainsi que son objectif de retour à la profitabilité, DUC prévoit une réorganisation de sa famille de produits passant par :

- la réduction du poids des produits dinde,
- et le développement des panés frais et des produits élaborés à base de poulet.

Cette décision répond à la volonté de DUC de consolider l'activité en produits certifiés afin d'accompagner le développement de ses clients.

Parallèlement, DUC envisage d'élargir le sourcing (notamment en filet de dinde) afin de mieux répondre aux attentes du secteur RHF en terme de compétitivité sur les produits surgelés et cuits.

DUC envisage de mettre en place un partenariat qui lui permette de développer rapidement le chiffre d'affaires de la Société COBRAL grâce à une force commerciale terrain conséquente.

L'exercice 2009 pourrait ainsi marquer une année de concentration de la filière volaille et compte tenu des efforts déployés, DUC espère jouer un rôle important dans la nouvelle cartographie de l'industrie avicole.

1.4. Activité en matière de marketing et de recherche et développement

DUC a mis en place sa stratégie de développement de produits élaborés sur 2008 :

- développement de nouvelles références pour la gamme été pour la RHF et la GMS : brochette, nouvelles épices...
- mise en place d'une nouvelle gamme innovante en partenariat avec Monoprix : 5 recettes d'émincés de dinde et aiguillettes de poulet marinés proposées en barquette aluminium
- extension de la gamme festive aux produits farcis : 3 recettes de petits farcis à cuisiner avec leur sauce et une dinde farcie semi-dessossée à cuire dans son sachet cuisson

En parallèle, l'accent a été mis sur les produits panés notamment via le partenariat avec Leclerc sur les cordons bleus à marque Pic express. L'acquisition du site de Gouaix en septembre 2008, ouvre de nouvelles perspectives sur le développement de notre offre de produits panés pour lesquels les nouveautés vont s'articuler autour de 3 axes : produits économiques, équilibre nutritionnel et snacking.

Duc poursuit également le développement des emballages sous atmosphère, avec les marques distributeurs ainsi qu'à marque DUC, sur l'ensemble de ses gammes notamment sur la gamme été dont la quasi totalité des références est proposée sous at. en 2009.

Compte tenu du contexte économique, l'année 2008 n'a pas connu le même dynamisme que les années précédentes sur les offres élaborées, cependant le marché semble se reprendre sur le début 2009. C'est avec ce contexte plus favorable que DUC lancera sa nouvelle gamme en barquette micro-ondable en septembre 2009.

2. PARTICIPATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, DUC a cédé 7,42% de la participation qu'elle détenait dans le capital de la Société DIALZO, cotée au marché libre, qui est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux et notamment d'aliments pour volailles.

DUC détient, au 31 décembre 2008, 38,77% du capital de cette société anonyme dont le siège est à Vergt en Dordogne.

Nous prévoyons de poursuivre la cession progressive de cette participation au cours de l'exercice 2009.

Le volume d'activité entre NUTRI-BOURGOGNE et DIALZO représente 1.838 tonnes de graines de soja extrudé fournies annuellement par DIALZO. Cette Société représente également une sécurité en terme d'approvisionnement dans la filière « soja non-OGM ».

Le Président précise ensuite que l'Assemblée Générale de DIALZO du 17 mars 2009 a entériné la démission de la Société DUC et de ses représentants (François GONTIER, Joël MARCHAND et Jean-Pierre CHAREYRON).

3. ACTIVITE DES FILIALES - Contributions sociales (hors éliminations intra-groupe)

Il est rappelé que, depuis 2005, les méthodes d'évaluations des immobilisations corporelles des filiales SCEA DE VARENNES, CHAROLLES ACCOUVAGE, DROME ACCOUVAGE, NUTRI-BOURGOGNE, SOVIGARD et DIALZO ont été modifiées et l'amortissement est désormais calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de chaque composant de l'actif corporel.

SCEA DE VARENNES

La SCEA DE VARENNES a fourni environ 133.300 poulettes exclusivement au Groupe DUC, comme au cours de l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires	1.244 K€
Résultat d'exploitation	29 K€
Résultat	11 K€

CHAROLLES ACCOUVAGE

Cette société loue son couvoir de Charolles (71) à la Société DUC.

Chiffre d'affaires	132 K€
Résultat d'exploitation	97 K€
Résultat net	86 K€

DROME ACCOUVAGE

Cette société loue son couvoir de Crest (24) à la Société DUC.

Chiffre d'affaires	171 K€
Résultat d'exploitation	96 K€
Résultat net	66 K€

NUTRI-BOURGOGNE

Cette société a produit 133.292 tonnes d'aliment en 2008 contre 129.803 tonnes en 2007, compte tenu de l'acquisition de l'usine de Montmeyran.

Chiffre d'affaires	39.647 K€
Résultat d'exploitation	264 K€
Résultat net	122 K€

SOVIGARD

Cette société loue son usine d'abattage de Saint Bauzély (30) à la Société DUC à qui elle a également consenti un bail à construction pour l'édification d'une station d'épuration nécessaire à l'exploitation du site industriel.

Chiffre d'affaires	433 K€
Résultat d'exploitation	(91) K€
Résultat net	(1) K€

DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Cette société a pour objet le développement des activités du Groupe DUC à l'international.

Résultat	(6) K€
----------	--------

Compte tenu du résultat et de la situation des capitaux propres de cette société, DUC, propriétaire de 70 % du capital, a inscrit, depuis 2002, une provision pour dépréciation de l'intégralité des titres et du compte-courant détenu dans cette filiale. Ce montant s'élève, pour l'exercice 2008, à 134 K€.

SCI DE LA TIRANDIERE

Le crédit-bail immobilier de son bâtiment d'élevage de volailles précédemment consenti par cette société à un éleveur de volailles DUC a pris fin en novembre 2005. La Société n'a donc plus d'activité ni d'actif, DUC, titulaire de 100% du capital, a donc inscrit une provision pour dépréciation des titres de cette filiale d'un montant de 8 K€. Par ailleurs, les créances de la Société ont été provisionnées pour un montant de 7 K€.

Résultat	(1) K€
----------	--------

SCI DE VARENNES

Cette société est propriétaire de terrains qui jouxtent ceux dont dispose la SCEA DE VARENNES. La SCI DE VARENNES met ses terrains à disposition de la SCEA.

Produits d'exploitation	3K€
Résultat	(1) K€

ROTISSERIE DUC DIJON

Cette société exploitait deux fonds de commerce situés à Dijon et suite au constat de l'impossibilité d'atteindre le seuil de rentabilité depuis l'ouverture de ces rôtisseries, les magasins de Dijon ont été fermés en novembre et décembre 2005. Le pas-de-porte et le matériel ont été cédés au cours de l'exercice 2007.

Résultat	(17) K€
----------	---------

La société n'ayant plus d'activité ni d'actif, DUC a inscrit une provision de dépréciation de 100% des titres et du compte-courant détenu dans cette filiale d'un montant de 499 K€.

Compte tenu du résultat et de la situation des capitaux propres de cette société, DUC, détentrice de la totalité du capital, a maintenu la provision de dépréciation sur 100% des titres. Une provision de dépréciation d'une partie du compte-courant détenu dans cette filiale a également été inscrite avec détermination d'un taux de dépréciation tenant compte du prix attendu de la vente du pas-de-porte et du matériel d'exploitation.

COBRAL

Cette Société, dont DUC a acquis 100% du capital le 26 novembre 2007, est consolidée depuis le 1^{er} décembre 2007 ; elle est spécialisée dans la préparation de produits traiteurs feuilletés, de snack et de produits à base de pâte à crêpes.

Ainsi, COBRAL permet au Groupe de développer une gamme de produits traiteurs à base de volaille, particulièrement dans le domaine du halal.

Chiffre d'affaires	24.703 K€
Résultat d'exploitation	47 K€
Résultat net	(57) K€

DIALZO

Cette Société, dont DUC détient, au 31 décembre 2008, 38,77% du capital est consolidée par mise en équivalence depuis le 1^{er} janvier 2008, elle est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux et notamment d'aliments pour volailles.

D.R.B.

DUC détient 40% du capital de cette société, immatriculée au cours du second semestre 2008, dédiée à la production et la commercialisation de poulets de qualité supérieure à marque DUC sur le circuit frais en Bulgarie.

Chiffre d'affaires	2.905 K€
Résultat d'exploitation	(56) K€
Résultat net	(56) K€

4. CAPITAL - ACTIONS

4.1. Composition de l'actionnariat

Toutes les actions composant le capital de DUC sont de même catégorie.

Au 31 décembre 2008, l'actionnariat est réparti de la manière suivante :

Financière Duc	43,37 %
Verneuil Participations	21,62 %
Verneuil & Associés	0,01 %
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>65,00 %</i>
CECAB	16,82 %
CAFO	2,15 %
Groupe BONGRAIN	3,22 %
Public	10,26 %
Auto-détention	2,55 %

4.2. Marché des actions

cours au 1 ^{er} janvier 2008	17,00 €
cours au 31 décembre 2008	4,46 €
cours le plus haut de l'année	17,00 €
cours le plus bas de l'année	4,44 €

4.3. Rachat par la société de ses propres actions

Opérations d'achat ou de cession dépassant 5.000 € réalisées au cours de l'exercice par les dirigeants et personnes assimilées

Aucune opération d'achat ou cession de titres DUC dépassant 5.000 € n'a été réalisée par les dirigeants et personnes assimilées au cours de l'exercice.

Opérations de rachat réalisées au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice, DUC n'a pas vendu d'actions.

Au 31 décembre 2008, la société détenait 47.447 actions, représentant 2,55% du capital, pour une valeur totale d'achat de 838.441 Euros. Il n'y a pas eu de frais de négociation sur ces opérations d'achat d'actions propres.

Opérations de rachat réalisées au cours du dernier programme

L'autorisation de rachat par la société DUC de ses propres actions avait été mise en place par l'assemblée générale des actionnaires du 18 mai 2004 puis lancée par le conseil d'administration du même jour, pour une durée de dix-huit mois, soit jusqu'au 17 novembre 2005.

A titre d'information, au cours de ce programme de rachat, DUC a acquis 1.000 de ses actions et n'en a vendu aucune. Le cours moyen des achats de titres au titre du programme en cours a été de 15,69 €uros. Au 31 décembre 2006, la société détenait 23.447 actions, représentant 1,81% du capital, pour une valeur totale d'achat de 451.290,19 €uros et une valeur boursière de 200.002,91 € correspondant à la valeur comptable, la différence entre valeur d'achat et valeur boursière étant intégralement provisionnée et la provision étant révisée trimestriellement.

Clôture par anticipation du programme de rachat

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 21 juin 2005 a mis fin, par anticipation, au programme de rachat par la société de ses propres actions et a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à la cession des 23.447 actions Duc en portefeuille, sans perturber le cours de bourse de l'action.

Le Conseil d'Administration du 18 octobre 2005 a conféré tous pouvoirs à son Président et à son Directeur Général, chacun pouvant agir seul, pour procéder aux cessions d'actions et diffuser les communiqués relatifs à ces cessions.

Il n'a, à ce jour, pas été fait usage de cette autorisation de cession des actions en portefeuille.

Néanmoins, le Conseil d'Administration du 11 mars 2008, a :

- autorisé la cession des 23.447 actions acquises dans le cadre du programme de rachat susvisé, notamment dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe, au cours de bourse en vigueur au jour de la cession, dans la limite (inférieure et/ou supérieure) de la moyenne des cours de bourse du mois précédant la date de cession, afin de ne pas perturber le cours de bourse de l'action,
- conféré tous pouvoirs à son Président et à son Directeur Général, chacun pouvant agir seul, pour procéder aux cessions d'actions et diffuser les communiqués relatifs à ces cessions.

Descriptif du dernier programme de rachat

L'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2007 a autorisé le Conseil d'Administration à mettre en œuvre un programme de rachat des actions de la Société, dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers dans les conditions suivantes :

Opération concernée	Durée de l'autorisation et date d'expiration	Montant (en K€)	Nombre d'actions
Programme de rachat d'actions	18 mois 30 novembre 2008	4.606	10% du capital social de la Société

L'acquisition de ces actions pourra être effectuée en vue, soit, de :

- la remise d'actions à titre d'échange, de paiement ou autre, dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ;
- la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-179 et suivants du Code de commerce ;
- l'attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne salariale dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L.443-1 et suivants du Code du travail ;
- l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ;

- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
- l'animation du marché secondaire par l'intermédiaire d'un ou plusieurs prestataires de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés ;
- tout autre objectif que la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers reconnaîtrait comme pratique du marché.

Cette autorisation permet également à la Société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 451-3 du Code Monétaire et Financier, tel qu'issu de la loi n°2005-842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie, la mise en œuvre par la Société de son programme de rachat d'actions fera l'objet d'une publication par la Société dont les termes sont déterminés par les articles 241-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

4.4. Participation des salariés au capital de la Société

Au 31 décembre 2008, le personnel de DUC et de ses filiales ne détient aucune action DUC faisant partie d'une gestion collective ou frappée d'incessibilité dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par le biais d'un fonds commun de placement.

4.5. Options sur les actions de la Société

Il n'existe pas d'option de souscription ou d'achat d'actions de la Société.

4.6. Délégations en cours

L'Assemblée Générale du 31 mai 2007 a :

- délégué au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires pour augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant nominal maximal égal à DEUX POUR CENT (2%) du capital social au jour de l'utilisation de l'autorisation par le Conseil d'Administration, par l'émission d'actions nouvelles de numéraire réservées aux salariés de la Société qui adhéreraient à un plan d'épargne d'entreprise ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire
- supprimé, en faveur de ces salariés, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions de numéraire à émettre dans le cadre de la présente délégation ;
- délégué tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente délégation dans les conditions légales et réglementaires, et notamment pour déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital, fixer le prix de souscription des actions de numéraire conformément à l'article L.443-5 du Code du Travail, apporter aux statuts les modifications nécessaires, et généralement faire le nécessaire.

Cette délégation a été accordée pour une durée maximum de cinq ans à compter de l'Assemblée Générale, soit jusqu'au 31 mai 2012.

4.7. Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application des dispositions de l'article L.225-100-3 du Code de Commerce, il est précisé que :

- il n'existe pas de restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et/ou aux transferts d'actions. La Société n'a, par ailleurs, pas connaissance de clauses de conventions entre actionnaires qui restreindraient l'exercice de ses droits de vote et/ou le transfert de ses actions ;
- à la connaissance de la Société, il n'y a pas de détenteur de titre comportant des droits de contrôle spéciaux ;
- il n'existe pas de système d'actionnariat du personnel ;
- la Société n'a pas conclu d'accord susceptible de prendre fin ou d'être modifié en cas de changement de contrôle.

5. COMPTES SOCIAUX : RESULTATS - AFFECTATION

5.1. Examen des comptes et résultats

Les règles, méthodes et principes comptables utilisés sont identiques à ceux retenus pour l'exercice précédent. La Société s'est conformée aux règlements CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les méthodes d'évaluations des immobilisations corporelles n'ont pas été modifiées.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Cette méthode est appliquée suite à la mise en oeuvre chez DUC des règlements CRC 2002-10 et 2004-06, applicables aux exercices ouverts à compter du 01/01/2005. La méthode rétrospective de réallocation des valeurs brutes a été retenue avec la méthode de décomposition des immobilisations.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, le chiffre d'affaires s'est élevé à 181.787.364 contre 163.964.011 € pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 10,87%.

L'effectif salarié moyen s'élève 895 contre 842 pour l'exercice précédent suite, notamment, à la reprise de l'établissement de Plumelin.

Le montant des salaires et charges sociales s'élève à 29.111.619 € contre 26.415.949 €, soit une hausse de 10,20%

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 191.169.246 € contre 167.502.827 € au titre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 14,13%.

Au 31 décembre 2008, le résultat d'exploitation ressort à (6.573.168) € contre 4.614.180 € pour l'exercice précédent.

Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du solde de (1.044.062) € des produits et frais financiers, il s'établit à (7.617.230) € contre 4.155.632 € au 31 décembre 2007.

Après prise en compte du résultat exceptionnel déficitaire à hauteur de (241.653) €, contre 182.366 € pour l'exercice précédent et d'un poste impôt sur les sociétés de (144.179) €, contre un poste impôt sur les sociétés de (69.398) € pour l'exercice 2007 ; l'exercice clos le 31 décembre 2008 se traduit par une perte de (7.714.704) € contre un bénéfice de 4.407.395 € l'exercice précédent.

5.2. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de (7.714.704) €.

Nous vous proposons également de bien vouloir approuver l'affectation de l'intégralité de cette perte au compte report à nouveau.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la société seraient de 6.690.456 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

5.3. Situation des capitaux propres de la société

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008, soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, font apparaître des capitaux propres qui seraient de 6.690.456 € et donc inférieurs à la moitié du capital social, qui s'élève à 17.322.998,40 €.

Nous vous rappelons que l'assemblée générale extraordinaire du 18 octobre 2005 a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004, approuvés par l'assemblée générale du 21 juin 2005, fassent apparaître des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social.

Depuis cette date, les capitaux propres de la société ont été reconstitués suite à l'augmentation du capital social réalisée en mai 2007 et du résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2007 mais qu'ils sont devenus à nouveau inférieurs à la moitié du capital social à la clôture de l'exercice 2008.

En application des dispositions de l'article L. 225-248 du Code du Commerce, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires devra être appelée à se prononcer sur une éventuelle dissolution anticipée de la Société. Cette position ne pourra intervenir qu'après l'approbation des comptes de l'exercice 2008 par les actionnaires.

Il est proposé, par conséquent, aux actionnaires de statuer, au cours de la prochaine Assemblée Générale, sur une éventuelle dissolution anticipée de la Société.

5.4. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous demandons d'approuver les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code, qui s'élèvent à un montant global de 15.125 €, correspondant à des amortissements sur des véhicules pris en location et auquel correspond un impôt de 5.042 Euros.

5.5. Réintégration fiscale de frais généraux

Nous vous précisons, pour information, qu'aucune réintégration fiscale de frais généraux n'est intervenue au cours de l'exercice écoulé par application de l'article 39-5 du Code Général des Impôts.

5.6. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Le tableau ci-dessous récapitule les résultats réalisés par la Société DUC au cours des cinq derniers exercices.

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Capital social	17.322.998,4 €	16.764.998,4 €	12.053.004,6 €	12.053.004,6 €	12 053 004.6 €
Nombre d'actions ordinaires	1.862.688	1.802.688	1.296.022	1.296.022	1.296.022
Nombre d'actions à dividende prioritaire	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer - Par conversion d'obligations - Par exercice de droits de souscription		0	0	0	0
Chiffre d'affaires hors taxes	181.787.268 €	163.961.624 €	101.714.986 €	96.699.628 €	100.924.238 €
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(5.539.100) €	4.858.243 €	(1.012.744) €	(5.071.225) €	(4.132.049) €
Impôts sur les bénéfices	(144.179) €	(69.398) €	(13.595) €	(481.116) €	9.930 €
Participation des salariés	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(7.714.704) €	4.407.395 €	(3.366.420) €	(5.762.085) €	(5.355.075) €
Résultat distribué	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Par action : résultat après impôts et participation des salariés avant dotations aux amortissements et provisions	(2,89) €	2,73 €	(0,77) €	(3,54) €	(3,20) €
Par action : résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(4,14) €	2,44 €	(2,6) €	(4,45) €	(4,13) €
Dividende attribué à chaque action	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Effectif moyen des salariés de l'exercice	895	842	638	681	732
Montant de la masse salariale	21.527.527 €	19.086.708 €	14.131.206 €	13.779.618 €	14.326.951 €
Cotisations sociales et avantages sociaux	7.584.092 €	7.329.241 €	5.239.860 €	5.203.602 €	5.570.171 €

6. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Nous vous rappelons tout d'abord que les données ci-dessous concernent exclusivement la société DUC, mère du Groupe, et sont donc extraites des comptes sociaux.

6.1. Evolution et ventilation du chiffre d'affaires

(en K€)	31.12.2008			31.12.2007		
Ventes	France	Export	Total	France	Export	Total
Biens	162.972	14.888	177.860	145.763	15.474	161.237
Prestations de services	3.927	0	3.927	2.725	2	2.727
Total	166.899	14.888	181.787	148.488	15.476	163.964

6.2. Ratios économiques

(en K€)	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires net	181.787	163.964
Capitaux propres	6.690	13.336
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit à + d'1 an à l'origine et échéance à + d'1 an	3.066	141
Dettes fournisseurs	27.261	22.640
Créances clients (nettes de provisions)	20.958	18.782

- *ratio d'indépendance financière*

Le ratio d'indépendance financière, ou capacité d'endettement de la Société DUC à plus d'un an a été calculé selon la méthode suivante :

Emprunts et dettes auprès établissements de crédit à + d'1 an à l'origine et échéance à + d'1 an	-----	Capitaux propres
	0,46	0,01

- *durée moyenne des dettes fournisseurs*

Le « ratio » durée moyenne des dettes fournisseurs a été déterminé comme suit :

Dettes fournisseurs	----- x 360 jours	Chiffre d'affaires
	54 jours	50 jours

Le compte fournisseurs est en augmentation avec un délai moyen de règlement de 54 jours, en légère hausse en 2008.

- *durée moyenne des créances clients*

Le « ratio » durée moyenne des créances clients a été calculé de la façon suivante :

Créances clients - provisions	----- x 360 jours	Chiffre d'affaires
	42 jours	41 jours

En matière de gestion des comptes clients, on constate une augmentation de l'encours d'1 jour par rapport à 2007 en s'établissant à 42 jours.

7. ANALYSE DES RISQUES DE MARCHÉ

La politique de DUC est de ne pas opérer sur les marchés à des fins spéculatives. Les instruments financiers utilisés ont pour seul objectif de gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

7.1. Risque de liquidité

La dette bancaire figurant au passif du bilan de DUC s'élève à 23.917 K€ au 31 décembre 2008 et est constituée exclusivement en Euros.

Les dettes ne sont pas assorties de « covenants ».

Compte tenu du montant restreint de la dette bancaire figurant au passif du bilan, on peut considérer que la capacité d'accès au crédit est limitée et également que le groupe opte pour des modes de financement différents notamment pour le crédit-bail quand il s'agit de financer des matériels.

Pour le financement de ses besoins en trésorerie, le Groupe fait appel à l'affacturage et à l'escompte.

7.2. Risque de taux d'intérêts

Au 31 décembre 2008, la Société DUC ne détient pas d'emprunt à taux variable et elle n'a pas de couverture du risque de taux.

Le capital remboursé sur les emprunts au cours de l'exercice s'est élevé à 134 K€ avec des intérêts réglés en plus de cette somme pour un montant de 5 K€. Le taux moyen des intérêts versés au cours de l'exercice s'établit à 0,57%. Sur cette même période, les frais financiers supportés par l'entreprise se sont élevés au total à 1.547 K€ (intérêts d'emprunts inclus).

7.3. Risque de change

Les risques de change sont quasi inexistant car le marché de DUC est essentiellement concentré sur la zone euro. Les clients du Royaume Uni qui représentent 2,33% du chiffre d'affaires de DUC sont facturés en Livres Sterling. DUC ne pratique pas d'achat en devises et ne détient pas non plus de titres de filiales ou participations en devises. DUC n'a donc pas souscrit de couverture du risque de change.

7.4. Risque sur actions

DUC détient, au 31 décembre 2008, 47.447 actions, représentant 2,55% du capital, pour une valeur totale d'achat de 838.441 € et dont la valeur de marché était, à cette même date, de 149.107 €.

DUC détenait également, au 31 décembre 2008, 16.216 actions de la Société EEM pour une valeur totale d'achat de 233 K€ et dont la valeur de marché était, à cette même date, de 141 K€.

La sensibilité du résultat de la Société à une baisse de valeur des titres auto-détenus peut donc être aisément estimée puisqu'en lien unique avec le résultat de la Société.

8. COMPTES CONSOLIDES : RESULTATS - APPROBATION

8.1. Examen des comptes et résultats consolidés

Les comptes annuels consolidés ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées au niveau européen et à leurs interprétations. Les comptes 2008 ont été préparés sur la base des règles de comptabilisation et d'évaluation des transactions découlant des normes IAS/IFRS applicables à la clôture de l'exercice.

Il est rappelé que l'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

Un rappel des comptes consolidés de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, le chiffre d'affaires du Groupe DUC s'est élevé à 202.716 K€ contre 167.369 K€ pour l'exercice précédent. On peut donc constater une nette augmentation du chiffre d'affaires consolidé de 21,12%, liée l'acquisition des sites de Plumelin et de Cobral ainsi qu'à la hausse des ventes.

Le résultat opérationnel ressort pour l'exercice à (6.561) K€ contre 4.784 K€ pour l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier net est de 1.183 K€, contre 843 K€ en 2007.

La charge d'impôt a atteint 553 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 contre 1 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net s'établit donc à (7.516) K€, dont (7.516) K€ de résultat net part du groupe, en 2008 contre 3.942 K€, dont 4.095 K€ de résultat net part du groupe, au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net de base par action s'établit à (4,23) € au 31 décembre 2008 contre 2,36 € au titre de l'exercice 2007.

8.2. Proposition d'approbation des comptes consolidés

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes consolidés (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de (7.516) K€.

9. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Approbation des conventions réglementées

Nous vous proposons d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce conclues au cours de l'exercice écoulé et ayant été, au préalable, régulièrement autorisées par votre conseil d'administration, ainsi que les conventions qui avaient été autorisées et conclues antérieurement et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Vos commissaires aux comptes ont été régulièrement avisés de ces conventions qu'ils vous relatent dans leur rapport spécial.

Des conventions courantes significatives par leur objet ou leurs implications financières pour les parties ont été communiquées au Président du Conseil d'Administration ; la liste de ces conventions a été tenue à votre disposition dans les délais légaux et communiquée aux Commissaires aux Comptes.

10. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

10.1. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration (article 13 des statuts)

Les administrateurs sont nommés et révoqués dans les conditions prévues par la loi.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre administrateur décédé ou démissionnaire ne reste en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

10.2. Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est également administrateur. Par une décision du 20 novembre 2002, l'assemblée générale des actionnaires a adopté des modifications statutaires mettant les statuts en conformité avec la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques.

Ces dispositions statutaires prévoient notamment la dissociation des fonctions du Président et du Directeur Général de la société. Aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Directeur Général qui dispose donc des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

10.3. Rémunération et avantages

Rémunération et avantages en nature des membres de organes d'Administration et de Direction

En application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice à chacun des mandataires sociaux de la Société ; cette information porte sur les sommes versées tant par notre société que par les sociétés contrôlées par elle au sens de l'article L. 233-16 du Code de Commerce. Monsieur François GONTIER, Président du Conseil d'Administration a perçu, au cours de l'exercice 2008, objet du présent rapport, une rémunération brute de 48.000 € et il a été versé une rémunération brute de 132.000 € à Monsieur Joël MARCHAND, Directeur Général de DUC.

Sommes provisionnées ou constatées par la Société ou ses filiales aux fins de versement de pensions, retraites ou d'autres avantages

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

Aucune somme n'a été, dans les comptes sociaux, provisionnée ou constatée aux fins de versement de pensions, retraites ou autres avantages aux administrateurs de la Société ou à son Directeur Général.

Il est néanmoins précisé que, par décision du 20 mai 2003, le Conseil d'Administration a approuvé le principe du versement d'une indemnité forfaitaire à Monsieur Joël MARCHAND, Directeur Général, en cas de cessation de ses activités au sein du Groupe DUC.

Cette indemnité, d'un montant représentant les deux dernières années de rémunération du Directeur Général, serait versée en cas de révocation ou de non-renouvellement du mandat du Directeur Général par le Conseil d'Administration quelle qu'en soit la cause, sauf faute grave ou lourde commise par le Directeur Général dans l'exercice de ses fonctions. Cette indemnité serait également versée en cas d'atteinte par le Directeur Général de la limite d'âge fixée par les statuts et entraînant la fin des fonctions du Directeur Général.

Options d'achat ou de souscription, bons de souscription d'action

Aucune option d'achat ou de souscription ni aucun bons de souscription d'actions émise par la Société ou l'une de ses filiales n'est détenue par un administrateur de la Société ou le Directeur Général de la Société.

10.4. Mandats et fonctions exercés par les administrateurs

Monsieur François GONTIER, Président du Conseil d'Administration

Président du Conseil d'Administration de FMB AQUAPOLE (SA),

Président Directeur Général de ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR (SA) et de SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE PARISIENNE DE LA PERLE ET DES PIERRES PRECIEUSES,

Administrateur de DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (SA) et de SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS (SA),

Gérant de ROTISSERIE DUC DIJON (EURL), de COBRAL (SARL), de COBRAL LA CHEZE (SARL), de FOCH INVESTISSEMENTS (SNC), de MATIGNON (SNC), de AMAURY (SCI), de PAVILLON BELVEDERE (SCI) et de MAILLOT ARGENTINE (SCI),

Représentant permanent de FOCH INVESTISSEMENTS en qualité de gérant de MAILLOT ARGENTINE (SCI) et de co-gérant de VERNEUIL ET ASSOCIES (SNC),

Représentant permanent de ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR, en qualité d'administrateur de H.D.H. (SA).

Monsieur Joël MARCHAND, Directeur Général, Administrateur

Représentant permanent de DUC en qualité de Président de CHAROLLES ACCOUVAGE S.A.S., DROME ACCOUVAGE S.A.S., NUTRI-BOURGOGNE S.A.S., SOVIGARD S.A.S, et en qualité de gérant de la SCI DE VARENNES,

Gérant de la SCEA DE VARENNES, SCI DE LA TIRANDIERE ;

Administrateur de DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL.

Monsieur Guénolé ALIX, Administrateur

Membre du Conseil d'Administration de ELEVAGE DE SAINT-CHERON DES CHAMPS (SA), MATINES (SA), OVOCIEL (SA), PEP (SA), SOCIETE CONSERVES DU BLAISIS (SICA sous forme de SA), GIE INFORMATIQUE DU GROUPE CECAB,
Membre du Comité de Direction de VOLAILLES DE L'ODET (SAS), BERNARD AGRISERVICE (SAS),
Membre du Conseil de Surveillance de FINANCIERE DU FOREST (SA).

Monsieur Pascal BRETON, Administrateur

Président du Conseil d'Administration de COMPAGNIE LAITIERE EUROPEENNE (SA), COMPAGNIE GENERALE LAITIERE (SA),
Directeur Général de ALLIANCE LAITIERE EUROPEENNE (SAS),
Président du Directoire de BONGRAIN INTERNATIONAL (SAS),
Président du Conseil de Surveillance de COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONTS (SCA),
Président de LA COMPAGNIE DES MAITRES FROMAGERS (Association),
Représentant permanent de COMPAGNIE LAITIERE EUROPEENNE en qualité d'administrateur de CENTRE BRETAGNE LAIT (SA),

Monsieur Jean- Pierre CHAREYRON, Administrateur

Monsieur Frédéric DOULCET, Administrateur

Président Directeur Général de VERNEUIL PARTICIPATIONS (SA),
Directeur Général Délégué de ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR (SA),
Directeur Général de FMB-AQUAPOLE (SA),
Administrateur de ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR (SA), de DUC (SA), de SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS (SA), de H.D.H. (SA), de C.T.A. HOLDING (SA) et de GROUPE GASCOGNE (SA),
Gérant de F.D. CONSEILS ET PARTICIPATIONS (SARL), de BOBRIS (SCI) et de HOICHE (SCI),
Représentant permanent de F.D. CONSEILS ET PARTICIPATIONS, en qualité de co-gérant de VERNEUIL ET ASSOCIES (SNC),
Représentant permanent de ELECTRICITE ET EAUX DE MADAGASCAR, en qualité d'administrateur de la SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE PARISIENNE DE LA PERLE ET DES PIERRES PRECIEUSES et de FMB-AQUAPOLE (SA).

Monsieur Jean-Michel JANNEZ, Administrateur

Président Directeur Général de la COMPAGNIE GENERALE DE CONSERVE - CGC (SICA sous forme de SCA),
Président et membre du Comité de Direction de JAP (SAS), COMPAGNIE GENERALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES PENY - CGPA PENY (SAS),
Président du Conseil d'Administration du GIE INFORMATIQUE DU GROUPE CECAB,
Directeur Général de CENTRALE COOPERATIVE AGRICOLE BRETONNE -CECAB (SCA), CENTRALE COOPERATIVE AGRICOLE DE BLE - CECABLE (SCA), UNION COOPERATIVE AGRICOLE CECALIMENT (SCA), GROUPE CECAB (GIE), UNION FERMIERE MORBIHANNAISE - UFM (SCA), HOFICE (SAS),
Directeur Général et membre du Comité de Direction de VOLAILLES DE L'ODET (SAS),
Membre du Comité de Direction de TETRASEM (SAS),
Gérant de C.G.B. (SARL), C.G.P.E. (SARL), LES FILS DE ARMAND DEPENNE (SARL),

Directeur Général délégué de ABCD (SA), BOUTET NICOLAS (SICA sous forme de SA), COMPAGNIE GENERALE DE SURGELATION -C.G.S. (SICA sous forme de SA), SOCIETE DE CONSERVES DU BLAISOIS (SICA sous forme de SA), CONSERVERIE MORBIHANNAISE - DUMENIL ET CIE (SICA sous forme de SA), ELEVAGE DE ST CHERON DES CHAMPS (SA), ETABLISSEMENTS RENE MAINGOURD (SICA sous forme de SA), OVOCIEL (SA), PEP (SA), VAL D'AUCY (SA), SICA DE LA VALLEE DE LA LYS.
 Représentant permanent de l'UNION FERMIERE MORBIHANNAISE en qualité d'Administrateur de BOUTET NICOLAS (SICA),
 Représentant permanent de ABCD en qualité d'Administrateur de MATINES (SA),
 Représentant permanent de BOUTET NICOLAS en qualité d'Administrateur de RAVALEC (SA),
 Membre du Directoire de FINANCIERE DU FOREST (SA).

Monsieur André MSIKA, Administrateur

Président du Conseil d'Administration de PEPINIERE M.B. (SA),
 Gérant de PATRIMOINE ET FORETS DE France (SARL), AAM CONSEILS ET PARTICIPATIONS (SARL),
 Administrateur de VERNEUIL PARTICIPATIONS (SA), de SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE PARISIENNE DE LA PERLE ET DES PIERRES PRECIEUSES et de la CAISSE LOCALE D'EPARGNE VALENCE PLAINE.

10.5. Comité d'Audit

Le Conseil d'Administration du 11 mars 2008 a décidé, à l'unanimité, de mettre en place un Comité d'Audit.

Les missions de ce Comité sont les suivantes :

- examen des comptes soumis au Conseil d'Administration,
- assurance que les engagements hors bilan sont actés,
- vérification de la situation de la trésorerie de la société et de ses filiales,
- vérification des procédures de contrôle de gestion interne.

Le Comité est, en principe, composé d'administrateurs indépendants, et que les Commissaires aux Comptes, les experts comptables de la Société et les membres du service comptable y participent.

Monsieur André MSIKA a été désigné en qualité de membre et de Président de ce Comité, pour une durée indéterminée.

11. INFORMATIONS SOCIALES ET RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

11.1. Informations sociales

Nous vous précisons tout d'abord que les informations présentées ci-après sont relatives à la Société DUC.

Effectifs, embauches, recours au travail temporaire, licenciements

<i>Effectif inscrit</i>	contrats à durée indéterminée	contrats à durée déterminée	total
31/12/2008	930	19	949
31/12/2007	792	27	815
31/12/2006	579	15	594

<i>Embauches réalisées en 2008 et présents au 31/12</i>		
contrats à durée indéterminée	contrats à durée déterminée	total
41	18	59

<i>Heures travaillées par la main d'œuvre extérieure à la Société recours au travail temporaire</i>		
2008	2007	2006
411.782	378.839	182.326

L'activité de l'année 2008 ainsi que l'annexion du site de Plumelin et de la Société COBRAL expliquent la forte augmentation du volume de la main d'œuvre temporaire.

<i>Licenciements réalisés et motifs</i>			
	2008	2007	2006
Inaptitude physique	14	17	10
Economique	0	22	23
Autres	6	9	11
Total	20	48	44

Organisation du temps de travail

On distingue deux grandes catégories de travailleurs à temps plein :

- Les ouvriers et employés, dont le temps de travail est géré par un accord d'aménagement et de réduction du temps de travail conclu en 1998. Leur horaire hebdomadaire est de 35 heures modulables de 28 à 44 heures en fonction de l'activité. Le site de Riec par le biais d'un accord de substitution signé le 21 janvier 2008 a rejoint ce modèle d'organisation ;
- Les agents de maîtrise et les cadres, dont le temps de travail est géré par un accord d'aménagement et de réduction du temps de travail conclu en 2001 modifié par un accord signé le 21 janvier 2008.

Evolution des rémunérations

Rémunérations mensuelles moyennes par catégories (en €)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Ouvriers	1379	1330	1 315
Employés	1673	1624	1 587
Agents de Maîtrise	2279	2197	2 170
Cadres	4220	3922	4 351

Les salaires ont évolué de 3,3 % sur l'année 2008, compte tenu de la forte inflation. Ces augmentations ont été réparties de la façon suivante :

	01/07/08	01/10/08	01/01/09
Ouvriers/Employés	2,6 %	0,7%	
Techniciens/ Agents de Maîtrise			2,30% (Augmentation Générale) 1,00% (Augmentation Individuelle)
Cadres			1,65% (Augmentation Générale) 1,65% (Augmentation Individuelle)

Répartition des postes et comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes

Répartition des postes	31/12/2008		31/12/2007		31/12/2006	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
ouvriers	412	269	379	233	268	152
employés	57	73	45	63	44	55
agents de maîtrise	40	53	30	38	23	29
cadres	12	24	11	20	16	7

salaires moyen (en €)	femmes	hommes	Ecart
31/12/2008	1 504	1 727	14,7%
31/12/2007	1 447	1 656	14,4%
31/12/2006	1 456	1 707	14,7%

Relations professionnelles et accords collectifs

Les relations sociales en 2008 ont été marquées par :

- la fin de l'accord d'économies signé en 2005 et prolongé en 2006
- l'intégration des sites de Plumelin et de Gouaix

a) Les points d'économies mis en place en 2005, ont été rediscutés pour aboutir à un accord le 21 janvier 2008, prévoyant les dispositions suivantes :

- indemnisation de 15 minutes de pause par journée travaillée pour les ouvriers en temps ou en argent
- augmentation du contingent d'heures supplémentaires à 60 h par an
- retour aux critères initiaux d'attribution de la prime d'assiduité des ouvriers et employés non postés,
- maintien du temps de travail des agents de maîtrise à 38 H par semaine avec l'acquisition de 17 jours de RTT par an,
- possibilité de paiement de 3 jours de RTT et de 21 heures supplémentaires pour les agents de maîtrise.
- maintien de la suppression de la prime d'ancienneté pour les cadres mais déplaçonnement progressif de la prime de fin d'année
- maintien d'une acquisition de 12 jours de RTT par an pour les cadres, avec un forfait jours limité à 218 jours de travail par an.

b) Un accord de substitution concernant le temps de travail de Riec a été signé le 21 janvier 2008.

Concernant l'établissement de Plumelin, les accords d'adaptation ont été signés en décembre 2008. Pour l'établissement de Gouaix, les négociations ont débuté en octobre 2008.

c) Un accord d'intéressement a été conclu au mois de juin 2008. Il est basé sur un critère de résultat et sur un critère de performance lié au taux de service client.

d) Un accord de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences a été signé le 21 janvier 2008. Il doit permettre d'anticiper et d'accompagner les changements d'organisation et les évolutions métiers. Sa mise en œuvre a été initiée à l'occasion de la fermeture de l'atelier Dinde sur l'usine de Chailley.

Conditions d'hygiène et de sécurité

Accidents du travail avec arrêt		
2008	2007	2006
50	60	35

Les accidents du travail sont en diminution sur le Groupe, cependant des efforts sont encore à mener sur les sites de Riec Sur Belon et de Saint-Bauzély. Sur l'année 2008, les documents uniques ont été revus notamment dans les établissements de petites tailles (couvoirs).

Formation

Comme tous les ans, la Société aura engagé au titre de la formation professionnelle continue un peu plus de 0,9 % de sa masse salariale.

Le budget formation pour 2008 a été essentiellement consacré aux formations management notamment sur l'établissement de Saint-Bauzély et au renforcement des compétences métiers : maintenance, informatique....

Plusieurs périodes de professionnalisation ont été menées afin d'accompagner des salariés dans leur évolution professionnelle.

11.2. Informations relatives à l'environnement

Stations d'épuration

Les stations d'épuration des sites industriels restent performantes vis-à-vis de la réglementation.

Depuis juillet 2008 nous gérons par nous même (sans exploitant extérieur) et avec efficacité la station d'épuration du site de Chailley.

Le bassin de traitement des eaux pluviales du site de Saint-Bauzély a été modifié afin d'atténuer le problème d'odeur vis-à-vis du voisinage.

Le site COBRAL de Pontivy est parvenu à stabiliser le niveau de pollution de ses eaux usées évacuées vers la station de la commune. Ceci grâce à ses efforts de sensibilisation du personnel ainsi que par de judicieuses améliorations techniques.

Nous continuons à travailler, sur l'ensemble du Groupe, à la réduction à la source de la pollution afin de faciliter l'exploitation de nos installations d'épuration.

Eau

L'eau est une ressource capitale dans notre activité.

Suite à l'obtention d'une autorisation préfectorale pour le site de Chailley, nous avons commencé en 2008 le chantier de mise en place de notre réseau d'eau industrielle. Cette eau industrielle est destinée à nos activités annexes extérieures (alimentation de la chaudière, nettoyage des camions...). L'utilisation de ce réseau soulagera les nappes dans lesquelles nous puisons déjà pour nous approvisionner en eau potable. En parallèle, nous continuons à travailler sur des axes d'économie d'eau.

Accueil des nouveaux arrivants

Un document d'accueil des nouveaux arrivants a été créé en 2005. Il permet de présenter l'entreprise dans son ensemble ainsi que les postes de travail existants sur les sites. Ceci offre l'opportunité de communiquer sur notre système de management de l'environnement en place et de donner les règles à respecter notamment concernant le tri des déchets et la volonté d'économiser l'eau.

Déchets

Nous avons fait une synthèse des pratiques sur l'ensemble du groupe DUC afin d'optimiser nos méthodes et nos coûts.

Le site de Chailley s'est équipé de deux compacteurs à déchets afin de réduire les frais de transport.

Le site de Saint-Bauzély a débuté le tri de la matière plastique en juillet.

Energie

La maîtrise de nos consommations d'énergie se confirme comme un enjeu de premier ordre.

Le site de Chailley tient ses engagements en prenant en compte cette partie énergie dans ses choix d'investissement 2008 (groupe froid et compresseur d'air moins énergivores)

Un nouveau tableau de bord de suivi de l'énergie a également été mis en place sur le site de Chailley.

Le suivi de l'énergie va continuer à s'affiner et à se développer sur l'ensemble du groupe en 2009.

Bilan carbone

Attentif à l'évolution du réchauffement climatique, le groupe DUC a choisi de faire un bilan carbone complet sur le site pilote de Chailley. Cet audit va permettre d'évaluer la quantité de gaz à effet de serre émise pour l'ensemble de la filière liée à l'activité du site de Chailley. Cet audit a débuté en 2008 et se terminera mi-2009. Nous anticipons ainsi d'éventuelles évolutions réglementaires sur le sujet.

La démarche ISO 14001

Un audit de suivi de certification ISO 14001 du site de Chailley s'est déroulé avec succès en octobre 2008. Notre système de management de l'environnement continue à faire ses preuves et à s'améliorer. Un audit de renouvellement est à prévoir en 2009.

Avis de la direction générale sur notre système de management environnemental (S.M.E.)

L'année 2008 a été marquée par une évolution du périmètre de notre Société.

En matière d'environnement, les sites ayant été récemment intégrés par le Groupe nécessitent des efforts particuliers à la fois pour atteindre une cohérence dans le Groupe, mais également du fait qu'ils sont localisés en Bretagne, zone spécialement sensible à l'impact des industries sur le milieu naturel.

Nous avons pu mesurer grâce aux différents audits de 2008, la pertinence de notre S.M.E., il nous reste maintenant à l'étendre aux nouvelles activités de DUC pour l'année en cours, tout en maintenant notre démarche d'amélioration continue.

Votre Conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

COMPTES CONSOLIDES

I - Compte de résultat consolidé (en K€)

	<i>Notes</i>	31/12/2008	31/12/2007
CHIFFRE D'AFFAIRES	<i>3.1, 23, 24</i>	202 716	167 369
Autres produits de l'activité			
Achats consommés	25	-112 805	-86 630
Charges de personnel	29	-34 921	-27 506
Charges externes	26	-54 665	-49 022
Impôts et taxes		-4 085	-3 364
Dotations aux amortissements	27	-4 261	-2 603
Dotations et reprises de provisions	28	-432	-459
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	3.12	1 324	2 578
Autres produits et charges d'exploitation	30	568	4 421
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-6 561	4 784
Autres produits et charges opérationnels		114	
RESULTAT OPERATIONNEL	<i>3.2</i>	-6 447	4 784
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		65	86
Coût de l'endettement financier brut	31	1 248	929
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		1 183	843
Autres produits et charges financiers		-297	
Charge d'impôt	32	553	1
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-142	
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION		-7 516	3 942
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession			
RESULTAT NET DE LA PERIODE		-7 516	3 942
Part du groupe		-7 516	4 095
Intérêts minoritaires			-153
Résultat net de base par action (en euros)	<i>33</i>	-4,23	2,36
Résultat net dilué par action (en euros)	<i>33</i>	-4,23	2,36

II - Bilan consolidé (en K€)

ACTIF	Notes	31/12/2008	31/12/2007
ACTIFS NON-COURANTS			
Goodwill			3 656
Immobilisations incorporelles	3.5, 5	173	137
Immobilisations corporelles	3.6, 6	38 865	29 916
Immeubles de placement	3.7, 7	184	32
Participations entreprises associées		329	
Titres disponibles à la vente			
Autres actifs non courants	11	2 850	3 575
Actifs d'impôts différés	3.21, 12		
Actifs non courants destinés à être cédés	3.11, 8		
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		42 401	37 316
ACTIFS COURANTS			
Actifs biologiques	3.12, 13	6 621	5 938
Stocks	3.13, 14	10 998	9 619
Clients et comptes rattachés	15	21 689	20 753
Autres actifs courants	15	8 510	5 550
Actif d'impôt exigible	12	254	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.15, 16	2 927	1 882
TOTAL ACTIFS COURANTS		50 999	43 472
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés	17		3 371
TOTAL ACTIF		93 400	84 429

PASSIF	Notes	31/12/2008	31/12/2007
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	18.1	17 323	16 765
Autres réserves	18.2	3 738	-1 059
Titres en autocontrôle	3.16	-838	-931
Résultat de l'exercice		-7 516	4 095
Capitaux propres part du groupe		12 707	18 870
Intérêts minoritaires			654
TOTAL CAPITAUX PROPRES		12 707	19 524
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions à long terme	19	2 558	2 069
Emprunts et dettes financières à long terme	20	6 493	2 510
Passif d'impôts non courants	3.21, 12	114	
Autres passifs non courants	20	2 330	630
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		11 495	5 209
PASSIFS COURANTS			
Provisions à court terme	19	201	619
Emprunts à court terme	20	21 405	16 948
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	20	1 976	854
Fournisseurs et autres créditeurs		30 617	23 833
Passif d'impôt courant			25
Autres passifs courants	21	14 999	15 240
TOTAL PASSIFS COURANTS		69 198	57 519
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés	17		2 177
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		93 400	84 429

III - Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net des sociétés intégrées		- 7516	3 942
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	12.1, 32	4 359	1 455
- Variation des impôts différés		-304	
- Plus-values de cession		-5	-197
- Résultat de la société DIALZO destinée à être cédée	17		248
- Quote part dans les sociétés mises en équivalence		142	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		-3 324	5 448
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	22	458	-7 245
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-2 866	-1 797
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5	-108	-49
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	-8 894	-3 973
Variation des autres immobilisations financières	11	690	-1 401
Remboursement de prêts		35	44
Cession d'immobilisations		1 739	212
Incidence des variations de périmètre	4.2	188	-3 243
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-6 350	-8 410
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	17		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		1 053	7 582
Variation de titres en autocontrôle		93	-480
Emissions d'emprunts bancaires		4 076	140
Remboursements d'emprunts		-1 118	-368
Variation des comptes courants long terme		1 700	-5 475
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		5 804	1 399
Incidence des variations de cours des devises			
Variations de trésorerie		-3 412	-8 808
Trésorerie d'ouverture	16.2	-15 066	-6 258
Trésorerie de clôture	16.2	-18 478	-15 066

IV - Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Nombres de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres en auto-contrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/06	1 296 022	12 053	4 021	-8 000	-451	7 623	679	8 302
Résultat de l'exercice				4 095		4 095	-153	3 942
Variation de périmètre							94	94
Reclassement des intérêts minoritaires				-34		-34	34	
Réévaluation des terrains				84		84		84
Autres					-480	-480		-480
CAPITAUX PROPRES IFRS AU 31/12/07	1 802 688	16 765	6 891	-3 855	-931	18 870	654	19 524
Augmentation du capital	60 000	558	495			1 053		1 053
Résultat de l'exercice				-7 516		-7 516		-7 516
Variation de périmètre							-654	-654
Réévaluation des terrains				20		20		20
Correction d'erreur				197		197		
Autres				-10	93	83		83
CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/08	1 862 688	17 323	7 386	-11 164	-838	12 707		12 707

V - Notes annexes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2008 (en milliers d'euros sauf indication différente)

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Informations générales

La société Duc a été constituée le 25 août 1972 sous la forme à responsabilité limitée puis a été transformée le 30 décembre 1978 en société anonyme de droit français à conseil d'administration. La durée de la société a été fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et a été prorogée de 30 années par l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 1996 et expirera le 7 octobre 2032 sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts. Le siège social est situé à Chailley (89770),

Grande rue. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Joigny sous le numéro 722 621 166.

L'action Duc est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment C depuis 1998.

La société Duc, mère du groupe, est non seulement une société holding, mais elle exerce également des activités économiques propres puisque Duc exploite deux couvoirs ainsi que deux unités d'abattage, découpe et conditionnement de volailles.

Duc maîtrise en effet l'ensemble des paramètres de sa production, depuis la fabrication de l'aliment destiné à ses volailles jusqu'au conditionnement et la commercialisation en passant par la reproduction, l'accoupage, l'élevage, l'abattage et la transformation.

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de produits label rouge, certifiés et standards obéissant tous aux critères d'une filière réputée pour son exigence. Duc commercialise les espèces de volailles poulet et dinde, en entier et en découpe. Sa gamme est complétée avec des produits festifs (chapon et dinde entière) pour la période de Noël et « Les Estivales », produits pour le barbecue composés de brochettes et produits épicés. Duc adapte également ses gammes pour répondre aux évolutions du marché et confirmer sa présence sur tous les créneaux de consommation avec le développement des produits standards « 100 % végétal » et halal (abattage selon le rite musulman).

1.2. Faits majeurs de l'exercice

Le périmètre de DUC a beaucoup évolué au cours de l'année 2008.

Après la prise de contrôle de la société COBRAL, spécialisée dans les produits traiteurs et snacking, en décembre 2007, et dont la restructuration a été opérée pendant tout l'exercice, DUC a acquis le site de Plumelin en janvier 2008.

DUC sous-traitait auparavant les prestations de fabrication de cordons bleus et nuggets destinés aux marchés RHF qui étaient réalisés au sein de ce site industriel, spécialisé dans la fabrication de produits panés surgelés.

Ainsi, dans le cadre d'accords passés avec le groupe CECAB, DUC a acquis ce fonds de commerce de fabrication de morceaux de viande IQF et des produits cuits à base de dinde et principalement des produits panés, et repris à son compte le contrat de crédit-bail portant sur les locaux, à effet du 1^{er} janvier 2008.

Au cours du second trimestre, l'immatriculation de la société DRB à Sofia a marqué la concrétisation des accords signés quelques mois auparavant avec nos partenaires bulgares de SV 98. DUC détient 40% de cette structure qui produit et commercialise des produits à marque DUC en Bulgarie et bientôt en Roumanie.

L'exercice 2008 a également été caractérisé par une spectaculaire évolution du prix des matières premières.

Ainsi, les principales céréales (blé et maïs) ainsi que le soja ont fait l'objet de spéculations très fortes pendant 8 à 9 mois entraînant des mouvements de panique chez les acheteurs qui bien souvent n'avaient pas la possibilité de répercuter ces surcoûts à leurs clients.

Cette inflation hors du commun a entraîné une augmentation des coûts de revient du vif de l'ordre de 20% au plus fort de l'exercice. Ne pouvant répercuter les hausses tarifaires en aval, nous avons dû subir la dégradation de nos marges brutes constante jusqu'à la fin du troisième trimestre. Le retour à des cours beaucoup plus raisonnables en fin d'année a permis de restaurer un niveau de marge acceptable.

Enfin DUC a pris le 1^{er} septembre 2008 le contrôle du site de Gouaix, spécialisé dans les produits frais panés à base de fromage.

Cette opération, qui a également donné l'occasion au groupe BONGRAIN de prendre une participation chez DUC, nous positionne à ce jour en tant que prestataire et va nous permettre de produire des panés de volaille à base de viande de poulet dès le mois de mai 2009.

1.3. Perspectives d'avenir

L'année 2009 devrait vraisemblablement rester un exercice difficile avec un contexte de marché morose.

En terme de famille produits, DUC souhaite réduire le poids de la dinde dans son offre et accentuer le développement des panés frais ainsi que des produits élaborés à base de poulet.

Un des objectifs essentiels va être la consolidation de l'activité en produits certifiés qui génère une valeur ajoutée supérieure à celle des produits standard.

Parallèlement, DUC envisage d'élargir le sourcing (notamment en filet de dinde) afin de mieux répondre aux attentes du secteur RHF en terme de compétitivité sur les produits surgelés et cuits.

1.4. Participations

Au cours de l'exercice écoulé, DUC a cédé 7,42% de ses actions détenues dans la société DIALZO, société cotée au Marché Libre, qui est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux et notamment d'aliments pour volailles. Au 31 décembre 2008, DUC détient 38,77% du capital de cette société anonyme dont le siège est à Vergt en Dordogne.

1.5. Répartition du capital au 31/12/2008

Actionnaires	Nombre de titres			% du capital
	Au porteur	Au nominatif	Total	
Financière Duc		807 797	807 797	43,37%
Verneuil Participations (1)		402 793	402 793	21,62%
Verneuil et Associés		157	157	0,01%
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>		<i>1 210 747</i>	<i>1 210 747</i>	<i>65,00%</i>
CECAB		313 333	313 333	16,82%
Public	189 947	1 214	191 161	10,26%
CAFO		40 000	40 000	2,15%
Groupe Bongrain		60 000	60 000	3,22%
Auto détention	47 447		47 447	2,55%
TOTAL	237 394	1 625 294	1 862 688	100,00%

(1) Le Groupe DUC fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Verneuil.

1.6. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe publiés au titre de l'exercice 2008 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

1.7. Présentation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés comprennent ceux de Duc ainsi que ceux de ses sociétés affiliées. Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4.3 Périmètre de consolidation.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception :

- des investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente qui sont enregistrés à leur juste valeur ;
- des actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture et qui sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert ;
- des terrains évalués à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants à l'exception des actifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes à l'exception des passifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

2. MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1. Estimations de la Direction

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

2.2. Règles de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre Groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

2.3. Date d'arrêté des comptes

Toutes les sociétés du Groupe ont un exercice qui commence le 1^{er} janvier et se clôt le 31 décembre.

2.4. Elimination des opérations et comptes réciproques

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

2.5. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères

La filiale bulgare étant une filiale autonome, la conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis ses comptes à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

2.6. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par les IFRS. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill.

Lorsque le Groupe prend le contrôle d'une entreprise en une seule opération, la part des actifs et des passifs revenant aux minoritaires est également comptabilisée à sa juste valeur.

Lorsque le Groupe acquiert ultérieurement des actifs et des passifs auprès des minoritaires d'une entité contrôlée, aucun ajustement complémentaire lié à la réévaluation à la juste valeur de ceux-ci n'est comptabilisé. L'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actifs et passifs est comptabilisé en goodwill.

Quand la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, le Groupe comptabilise le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. Les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale se font dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

3.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se compose de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires.

3.2. Résultat opérationnel

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les autres produits et charges opérationnelles sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

3.3. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers comprennent :

- les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des autres passifs financiers (y compris dette sur contrat de location financement) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- le résultat de change sur opérations financières.

3.4. Résultats par action

Les résultats par action sont calculés conformément à la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital de Duc, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.

3.5. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables, tels que les logiciels, et des droits au bail.

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 8 ans linéaire
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans linéaire

Cas particulier des frais de recherche et développement

Le Groupe a pour ambition d'améliorer ses processus de fabrication, de maintenir la qualité de ses produits et de répondre aux besoins présents et futurs de sa clientèle. Pour atteindre ces objectifs, il instaure périodiquement des programmes de recherche et développement. Dans le cadre des activités du Groupe, les coûts engagés sont généralement considérés

comme des coûts de recherche comptabilisés en charges conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles.

3.6. Immobilisations corporelles

3.6.1. Généralités

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan de la manière suivante :

- Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.
- Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au bilan en produits différés qui sont comptabilisés en produits sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

Les actifs sont ventilés par composants, chacun ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective.

Généralement, les valeurs résiduelles sont nulles.

3.6.2. Amortissements des immobilisations corporelles

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions	5 à 67 ans linéaire
Installations et agencements	3 à 50 ans linéaire
Matériel et outillage	1 à 50 ans linéaire
Matériel de transport	2 à 4 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans linéaire

3.6.3. Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

3.7. Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment - ou partie d'un bâtiment - ou les deux) détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital apporté ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Le Groupe a choisi de comptabiliser ultérieurement à leur acquisition les immeubles de placement selon la méthode du coût amorti, soit à leur coût diminué du cumul des

amortissements et du cumul des pertes de valeur, conformément au modèle décrit dans la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, paragraphe 30.

Les principales durées d'utilité retenues sont 15 ans, 20 ans et 35 ans.

Les immeubles de placement sont amortis linéairement.

3.8. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 - Contrats de location, les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie ;
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé ;
- l'existence d'un transfert de propriété ;
- l'existence d'une option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

3.8.1. Comptabilisation des contrats de location-financement

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux.

3.8.2. Comptabilisation des contrats de location simple

Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

3.9. Autres actifs financiers

Lorsqu'ils existent, les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les prêts long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

3.10. Décomptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 sont sortis du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs et qu'il transfère substantiellement tous les risques et avantages liés aux actifs.

3.11. Actifs destinés à être cédés

Un actif immobilisé, ou un groupe d'actifs et de passifs, sont classés comme destinés à être cédés quand leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue, la vente devant être hautement probable.

Une activité est considérée comme abandonnée selon les critères identiques à ceux utilisés pour déterminer les actifs destinés à être cédés.

Ces actifs ou cette activité sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

3.12. Actifs biologiques

Un actif biologique est un animal ou une plante vivant.

Sont des actifs biologiques :

- Les futurs reproducteurs
- Les reproducteurs (poules pondeuses et mâles reproducteurs)
- Les œufs à couver
- Les volailles de chair

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient car il n'existe aucune valeur de marché. La production des futurs reproducteurs n'est prévue que sur contrat.
- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couver produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme. Les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.
- Les œufs à couver sont évalués ainsi :
 - o les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de œufs acquis à l'extérieur ;
 - o les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.
- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :
 - o Volaille « 100% végétal » : valorisation au prix du marché ;
 - o Volaille certifiée : valorisation au prix de revient car il n'existe pas de marché pour la volaille certifiée.

De plus, nous procédons à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

3.13. Stocks

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Les stocks de produits finis sont évalués au prix du marché, après déduction des coûts de commercialisation.

3.14. Créances d'exploitation

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

3.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les SICAV sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice.

3.16. Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

3.17. Pertes de valeur des actifs

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2008, un test de dépréciation sur les immobilisations a été effectué sur les comptes du groupe DUC sur la base d'un business plan (hors COBRAL) sur 3 ans. Concernant l'actualisation des flux de trésorerie, nous avons retenu une période de projection de 10 ans, celle-ci apparaissant en effet comme étant la durée plus proche de la durée d'utilité restant à courir sur des actifs évalués.

Le marché dans lequel évolue le Groupe DUC étant relativement risqué, nous avons retenu un taux d'actualisation avant impôt de 7,1%.

Sur une hypothèse de 10 ans, la valeur d'utilité est de 32 180 K€. Comme la valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles du groupe DUC au 31 décembre 2008 est de 32 720 K€, il n'y a pas lieu à dépréciation.

3.17.1 Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient. La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

3.17.2. Reprise d'une perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la

valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

3.18. Passifs financiers et instruments dérivés

3.18.1. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts courus sur emprunt sont présentés sur la ligne « Emprunts à court terme » du bilan.

3.18.2. Instruments hybrides et instruments dérivés

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

3.19. Gestion des risques

Il est procédé à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous essayons d'appréhender les risques pour la durée de la campagne, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois.

Le taux de couverture pour l'achat de nos principales matières premières au 31/12/2008 est de 41 % de nos besoins estimés pour 2009.

Le tonnage total prévu pour ces matières premières est de 127 405 tonnes (dont 52 185 tonnes couvertes).

3.20. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages à long terme

3.20.1. Régimes de retraite : régimes à cotisations définies

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées de la manière suivante : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par une méthode actuarielle et il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié. En ce qui concerne les modalités de départ à la retraite, l'hypothèse retenue est un départ à l'initiative du salarié lorsqu'il a suffisamment cotisé pour avoir une retraite à taux plein. Les âges de départ à la retraite (excepté pour les salariés de l'établissement Gouaix) sont de 64 ans pour les cadres, 63 ans pour les non cadres, 61 ans pour les employés et 60 ans pour les ouvriers. Pour Gouaix, l'âge de départ en retraite est 65 ans pour l'ensemble des salariés, comme prévu par la convention collective à laquelle est rattaché cet établissement.

Le taux d'actualisation retenu est de 5,40%.

Le taux de revalorisation des salaires retenu par le Groupe DUC est de 2,7% constant pour les cadres et les non-cadres, pour toutes les sociétés excepté COBRAL. Pour la société COBRAL, le taux de revalorisation des salaires retenu est de 2% constant pour cadres et non-cadres.

3.20.2. Indemnités de cessation de services

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au

versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

3.20.3. Autres avantages à long terme

Les médailles du travail sont provisionnées de la manière suivante : les gratifications versées par le groupe sont calculées salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue du versement de la gratification et au prorata des années de travail. Ces engagements font l'objet d'une actualisation.

3.21. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

3.22. Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2008

4.1. Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

4.1.1. DIALZO

Au cours de l'exercice 2008, la société DUC a cédé 7,42% des actions DIALZO. Le pourcentage d'intérêt dans cette société passe de 46,19% à 38,77% et DIALZO est consolidée par mise en équivalence à compter du 1^{er} janvier 2008.

L'écart entre le prix de cession des titres DIALZO (188 K€) et la quote-part de capitaux propres cédée (90 K€) correspond à la plus-value de cession des titres qui s'élève à 98 K€.

Au 31 décembre 2007, les actifs et passifs de DIALZO étaient classés au bilan en « non courants destinés à être cédés » et les intérêts minoritaires du bilan consolidé étaient ceux de DIALZO.

Au 31 décembre 2007, DIALZO représentait 3,3% du chiffre d'affaires du Groupe.

4.1.2. DRB

DUC et la société bulgare SVS 98 ont créé la société DRB, société commune dédiée à la production et la commercialisation de poulets de qualité supérieure sur le circuit frais en Bulgarie. DUC détient 40% du capital de cette nouvelle société, à parité avec son partenaire, justifiant le choix de la méthode d'intégration proportionnelle.

4.1.3. Rôtisseries

Les Rôtisseries Auxerre, Dole, Fontainebleau et Chalon ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine à la société DUC.

4.2. Modification de la valeur des actifs acquis lors de l'entrée dans le périmètre de la société COBRAL

Conformément à la norme IFRS 3, l'écart d'acquisition lié à la société COBRAL a été révisé. La juste valeur des immobilisations corporelles a été déterminée à l'intérieur du délai d'affectation sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Suite à l'attribution de nouvelles valeurs aux immobilisations corporelles, il ressort un excédent de la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs acquis par rapport au coût de 115 K€. Cet écart a été comptabilisé en « Autres produits et charges opérationnelles ».

	COBRAL COBRAL CHEZE	ET LA
Ecarts d'évaluation sur immobilisations corporelles		4 140
Divers		-21
Impôts différés à comptabiliser au moment de l'acquisition		-348
TOTAL		3 771
Ecart d'acquisition comptabilisé au 31/12/2007		3 656
Excédent inscrit en autre produit opérationnel		115

4.3. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2008

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation	Résultat net après impôt 31/12/08
DUC, 89 Chailley	722 621 166			Mère	-7 716
Sociétés consolidées					
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100	100	IG	86
DIALZO, 24 Vergt	334 719 028	38,77	38,77	ME	-421
DRB (Bulgarie)		40	40	IP	-28
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	100	100	IG	66
DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 89 Chailley	433 278 892	69,96	69,96	IG	-6
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100	100	IG	122
ROTISSERIE DUC DIJON, 89 Chailley	448 423 053	100	100	IG	-17
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	99,9	99,9	IG	11
SCI DE LA TIRANDIERE, 89 Chailley	390 363 463	100	100	IG	
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100	100	IG	-1
SOVIGARD, 89 Chailley	339 457 178	100	100	IG	-1
COBRAL, 56 Lorient	393 757 067	100	100	IG	-57
COBRAL LA CHEZE, 22 La Cheze	393 732 045	98	98	IG	-51

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeurs brutes	31/12/2007	Acquisitions	Justes valeurs COBRAL et COBRAL LA CHEZE	31/12/2008
Marques	23			23
Logiciels	333	105		438
Droit au bail	70	3		73
Autres immos incorporelles	31		-21	10
TOTAUX	457	108	-21	544

Amortissements	31/12/2008	Dotations	Justes valeurs COBRAL et COBRAL LA CHEZE	31/12/2008
Logiciels	279	49		328
Droit au bail	34	4		38
Autres immos incorporelles	7	1	-3	5
TOTAUX	320	54	-3	371

Valeurs nettes	31/12/2007		31/12/2008
Marques	23		23
Logiciels	54		110
Droit au bail	36		35
Autres immos incorporelles	24		5
TOTAUX	137		173

Il n'y a pas actuellement de programmes de recherche et développement figurant dans les immobilisations incorporelles.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/07	Acquisitions	Cessions	Justes valeurs COBRAL et COBRAL LA CHEZE	Réévaluation	Autres mouvements	31/12/08
Terrains	3 049	232	-76		30	2	3 237
Terrains en crédit-bail	266	2		112			380
Constructions	25 442	2 322	-16			71	27 819
Constructions en crédit-bail	3 565			805		806	5 176
Matériel et outillage	14 778	3 815	-1 122	2 983		228	20 662
Matériel et outillage en crédit-bail	2 521	1 453		48			4 022
Autres immobilisations corporelles	529	307	-34	25		1	828
Autres immos corporelles en crédit-bail	408	7					415
Immobilisations en cours	1 497	2 218	-1 566			-222	1 927
TOTAUX	52 055	10 356	-2 814	3 973	30	886	64 486

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	31/12/07	Dotations	Reprises	Justes valeurs COBRAL et COBRAL LA CHEZE	Réévaluation	Autres mouvements	31/12/08
Terrains		1					1
Terrains en crédit-bail							
Constructions	11 522	1 321	-9			29	12 863
Constructions en crédit-bail	379						379
Matériel et outillage	7 494	2 767	-830	50		5	9 486
Matériel et outillage en crédit-bail	2 112						2 112
Autres immobilisations corporelles	243	136	-29			41	391
Autres immos corporelles en crédit-bail	389						389
TOTAUX	22 139	4 225	-868	50		75	25 621
VALEURS NETTES	31/12/07						31/12/08
Terrains	3 049						3 236
Terrains en crédit-bail	266						380
Constructions	13 920						14 956
Constructions en crédit-bail	3 186						4 797
Matériel et outillage	7 284						11 196
Matériel et outillage en crédit-bail	409						1 910
Autres immobilisations corporelles	286						437
Autres immo corporelles en crédit-bail	19						26
Immobilisations en cours	1 497						1 927
TOTAUX	29 916						38 865

Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée par un rapport d'expert et par référence directe à un prix de marché pour les terrains dans l'Yonne (réf : SAFER de Bourgogne 2005).

Au 31/12/2008, un terrain a été réévalué de 30 K€.

7. IMMEUBLES DE PLACEMENT

VALEURS BRUTES	31/12/07	Acquisitions	Cessions	Justes valeurs COBRAL et COBRAL LA CHEZE	31/12/08
Constructions	57			165	222
Constructions en crédit-bail	35				35
TOTAUX	92			165	257
AMORTISSEMENTS	31/12/07	Dotations	Reprises	Justes valeurs COBRAL et COBRAL LA CHEZE	31/12/08
Constructions	57	13			70
Constructions en crédit-bail	3				3
TOTAUX	60	13			73
VALEURS NETTES	31/12/07				31/12/08
Constructions					152
Constructions en crédit-bail	32				32
TOTAUX	32				184

8. LOCATION-FINANCEMENT

	Crédit-bail mobilier	Crédit-bail immobilier	TOTAUX
Valeur nette comptable des biens en crédit-bail	1 936	5 209	7 145
<i>Montant des redevances restant à payer</i>	<i>1 804</i>	<i>3 057</i>	<i>4 861</i>
A moins d'un an	414	1 035	1 449
De 1 à 5 ans	1 272	1 726	2 998
A plus de 5 ans	118	296	414

9. LOCATION SIMPLE

Loueurs	Loyers versés en 2008	Loyers versés en 2007
Location de camions avec chauffeurs	3 220	2 814
Location de véhicules de société	245	216
TOTAUX	3 465	3 030

Les camions avec chauffeurs sont utilisés essentiellement pour le transport des volailles vivantes.

10. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

VALEURS BRUTES	31/12/07	Acquisitions	Cessions et remboursements	Autres mouvements	31/12/08
Prêts & autres immo fin.	3 586	172	-897		2 861
TOTAUX	3 586	172	-897		2 861
PROVISIONS	31/12/07	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/08
Prêts et autres immo fin.	11				11
TOTAUX	11				11
VALEURS NETTES	31/12/07				31/12/08
Prêts et autres immo fin.	3 575				2 850
TOTAUX	3 575				2 850

Au poste prêts et autres immobilisations financières figure le fonds de garantie de l'affacturage qui représente 10% de l'encours clients cédé.

11. IMPOTS DIFFERES

11.1. Analyse des bases d'imposition

LIBELLE DES BASES	31/12/2008		31/12/2007		VARIATION
	BASES D'IDA	IDA	BASES D'IDA	IDA	
Reclassement des subventions en produits constatés d'avance	1 019	340	1 089	363	-23
Provision pour indemnités de retraite	2 192	731	1 617	539	192
Organic	392	131	319	106	24
Provision pour autres avantages long terme	170	57	168	56	1
Effort construction	118	39	81	27	12
Déficits fiscaux	5 98	1 993	2 863	894	1 099
Provisions non déductibles	21	73	51	17	56
Autres bases d'actifs d'impôts	105	35	18	6	29
TOTAUX	10 194	3 398	6 026	2 009	1 389
LIBELLE DES BASES	31/12/2008		31/12/2007		VARIATION
	BASES D'IDP	IDP	BASES D'IDP	IDP	
Provisions réglementées	2 335	778	2 385	795	-17
Réévaluation des immobilisations	5 181	1 727	2 927	976	751
Retraitements des amortissements					
Crédit-bail	1 998	666	474	158	508
Provision / titres d'autocontrôle	704	235	77	26	209
Provisions sur c/c groupe	317	106	114	38	68
TOTAUX	10 535	3 512	5 977	1 992	1 519
IMPOT DIFFERE NET	-341	-114	49	16	-130
Reclassement en "Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés"				-16	
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES					
PASSIFS D'IMPOTS NON COURANTS		114			

11.2. Passage de l'impôt théorique à l'impôt réel

	31/12/2008		31/12/2007	
	en valeur	en %	en valeur	en %
Impôt selon le taux théorique	-2 728	33,33%	1 314	33,33%
Effet des différences permanentes entre les résultats comptables et les résultats imposables	-44	0,54%	-19	0,48%
Pertes non activées	2 449	-29,93%	-1 296	-32,87%
Imputation des pertes antérieures			-11	-0,28%
Carry-back et régularisations d'impôt	-230	2,82%		
Impôts différés sur différences temporelles non activés			11	0,28%
IMPOT ET TAUX REEL DE L'IMPOT	-553	6,76%	-1	-0,02%

12. ACTIFS BIOLOGIQUES

12.1. En valeur

VALEURS BRUTES	31/12/2008	31/12/2007
Futurs reproducteurs	433	270
Reproducteurs	938	546
Œufs à couvrir	470	373
Volailles de chair	4 780	4 749
TOTAUX	6 621	5 938
PROVISIONS	31/12/2008	31/12/2007
Futurs reproducteurs		
Reproducteurs		
Œufs à couvrir		
Volailles de chair		
TOTAUX		
VALEURS NETTES	31/12/2008	31/12/2007
Futurs reproducteurs	433	270
Reproducteurs	938	546
Œufs à couvrir	470	373
Volailles de chair	4 780	4 749
TOTAUX	6 621	5 938

12.2. En volume

En nombre de "têtes"	31/12/2008	31/12/2007
Futurs reproducteurs	49 130	44 540
Reproducteurs	118 005	114 930
Œufs à couvrir	2 135 190	1 675 150
Volailles de chair	4 260 329	4 476 984
TOTAUX	6 562 654	6 311 604

13. STOCKS

VALEURS BRUTES	31/12/2008	31/12/2007
Matières premières et approvisionnements	4 334	3 581
Produits finis	7 458	6 738
TOTAUX	11 792	10 319
PROVISIONS	31/12/2008	31/12/2007
Matières premières et approvisionnements	113	33
Produits finis	681	667
TOTAUX	794	700
VALEURS NETTES	31/12/2008	31/12/2007
Matières premières et approvisionnements	4221	3548
Produits finis	6 777	6 071
TOTAUX	10 998	9 619

14 . CREANCES

14.1. Détail des créances

VALEURS BRUTES	31/12/2008	31/12/2007
Clients	21 688	20 735
Clients douteux	685	432
Créances fiscales et sociales	3 529	2 742
Autres créances d'exploitation	26 117	24 546
Actif d'impôt exigible	253	
TOTAUX	52 272	48 455
PROVISIONS	31/12/2008	31/12/2007
Provision sur clients douteux	685	414
Provisions sur autres créances d'exploitation	21 135	21 737
TOTAUX	21 820	22 151
VALEURS NETTES	31/12/2008	31/12/2007
Clients	21 688	20 735
Clients douteux		18
<i>Sous-total Clients et comptes rattachés</i>	<i>21 688</i>	<i>20 753</i>
Créances fiscales et sociales	3 529	2 742
Autres créances d'exploitation	4 983	2 808
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>8 512</i>	<i>5 550</i>
Actif d'impôt exigible	253	
TOTAUX	30 453	26 303

14.2. Echancier des créances

VALEURS BRUTES	Montants	à 1 an au plus	plus d'un an moins de 5 ans
Clients	21 688	20 735	
Clients douteux	685	432	
<i>Sous-total clients et comptes rattachés</i>	<i>22 373</i>	<i>21 167</i>	
Créances fiscales et sociales			
Autres créances d'exploitation	26 117	24 546	
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>26 117</i>	<i>24 546</i>	
Actif d'impôt exigible	253	253	

15. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

15.1. Décomposition de la trésorerie brute

VALEURS BRUTES	31/12/2008	31/12/2007
Comptes à terme et SICAV	1 705	1 000
Disponibilités	1 222	882
TOTAUX	2 927	1 882
PROVISIONS	31/12/2008	31/12/2007
Comptes à terme et SICAV		
Disponibilités		
TOTAUX		
VALEURS NETTES	31/12/2008	31/12/2007
Comptes à terme et SICAV	1 705	1 000
Disponibilités	1 222	882
TOTAUX	2 927	1 882

Les SICAV de trésorerie sont des placements sans risque.

15.2. Décomposition de la trésorerie nette / Rapprochement de la trésorerie nette avec la trésorerie du tableau des flux de trésorerie

	31/12/2008	31/12/2007
Trésorerie brute	2 927	1 882
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	- 21 405	-16 948
Trésorerie nette	- 18 478	-15 066

16. CAPITAUX PROPRES

16.1. Capital social

	31/12/2008	31/12/2007
Nombre de titres	1 862 668	1 802 688
Valeur nominale (en euros)	9	9
CAPITAL SOCIAL	17 322 998	16 764 998
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	47 447	32 278
Nombre d'actions en circulation	1 815 241	1 765 410

Le 1^{er} septembre 2008, DUC a procédé à une augmentation de capital de 1.080 K, prime d'émission incluse, réalisée par l'émission de 60.000 actions nouvelles d'un numéraire de 18 € chacune.

16.2. Décomposition des réserves consolidées

	31/12/2008	31/12/2007
Prime d'émission	7 385	6 890
Report à nouveau	-10 337	-14 745
Ecart de réévaluation société mère	544	514
Réserves consolidées	6 146	6 282
Autres réserves	3 738	-1 059

17. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

17.1. Variation des provisions court terme et long terme

	PROVISIONS LONG TERME					PROVISIONS COURT TERME		
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour médailles du travail	Provisions pour autres avantages long terme	Provisions pour restructuration	Total	Provisions pour litiges prud'homaux	Provisions pour autres litiges	Total
Valeur au 31/12/2007	1 802	196	20	51	2 069	40	579	619
Reclassement	22	-22						
Augmentation des provisions	368	169	3		540		114	114
Montants repris utilisés				-51	-51	-20		-20
Montants repris non utilisés		-6				-20	-492	-512
Valeur au 31/12/2008	2 192	343	23		2 558		201	201

17.2. Provisions pour indemnités de retraite

	31/12/2008	31/12/2007
Charges à payer (passif net au bilan)	2 192	1 802
Charges constatées d'avance (actif net au bilan)		
Montant net reconnu au bilan	2 192	1 802

Composantes à inscrire au compte de résultat

	31/12/2008	31/12/2007
Coût des services rendus au cours de l'exercice	153	109
Plan social		
Coût de l'actualisation	103	73
Amortissement des (gains) ou pertes actuariels	129	-96
Charge (produit) de l'exercice	385	86

Evolution des provisions au cours de l'exercice (passifs)

	31/12/2008	31/12/2007
Defined Benefit Obligation (engagement) au 01/01/08	1 802	1 508
Variation de périmètre		235
Reclassement	22	
Coût des services rendus au cours de l'exercice	153	109
Coût de l'actualisation	103	73
Prestations payées	-17	-27
(Gains) ou pertes actuariels reconnus au cours de l'exercice	129	-96
Defined Benefit Obligation (engagement) au 31/12/08	2 192	1 802

Réconciliation de la situation financière du régime avec la provision comptabilisée

	31/12/2008	31/12/2007
Situation financière du régime au 31 décembre 2008	-2 192	-1 802
(Gains) ou pertes actuariels non encore reconnus		
Coût des services passés non encore reconnus		
Autres éléments non reconnus		
Charges (constatées d'avance) à payer au 31/12/08	-2 192	-1 802

18. PASSIFS FINANCIERS

18.1. Endettement net

	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financières à long terme		2 510
Partie courante des dettes financières à long terme	1 976	854
Autres passifs non courants	330	630
Dettes financières à court terme		16 948
Dettes financières	2 306	20 942
	31/12/2008	31/12/2007
Dettes financières	2 306	20 942
Trésorerie active	2 927	1 882
Endettement net	-621	19 060
	31/12/2008	31/12/2007
Trésorerie brute	2 927	1 882
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	- 21 405	-16 948
Trésorerie nette	-18 478	-15 066

Taux d'emprunt à long terme (fixe) : Euribor 3 mois

Taux d'emprunt à court terme (fixe) : Euribor 3 mois + 0.8%

18.2. Echéance des passifs financiers

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'1an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
à plus d'un an à l'origine	4 164	636	3 066	462
Emprunts auprès des établissements de crédit				
à un an maximum à l'origine	21 405	21 405		
Dettes financières de crédit-bail	4 145	1 180	2 703	262
Autres dettes financières	160	160		
Autres passifs non courants	330		330	
31/12/2008	30 204	23 381	6 099	724
31/12/2007	20 942	17 802	2 634	506

19. AUTRES PASSIFS COURANTS

19.1. Décomposition des autres passifs courants

	31/12/2008	31/12/2007
Dettes fiscales et sociales	12 311	11 593
Produits différés	1 628	1 695
Autres dettes courantes	1 060	1 952
TOTAUX	14 999	15 240

Les dettes fiscales et sociales comprennent :

- 63 K de dettes vis-à-vis des autres organismes sociaux avec lesquels nous avons consenti un étalement de paiement.

19.2. Echancier des autres passifs courants

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'1 an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes fiscales et sociales	12 311	12 311		
Produits différés	1 628	172	597	859
Autres dettes courantes	1 060	1 060		
31/12/2008	14 999	13 543	597	859
31/12/2007	15 240	13 595	801	844

20. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VALEURS NETTES	31/12/2008	31/12/2007
Variations des actifs biologiques	683	425
Variation des stocks	1 379	5 897
Variation des clients	936	7 918
Variation de l'actif d'impôt exigible	253	-54
Variation des autres actifs courants	2 960	3 115
Variation des fournisseurs	-6 784	-6 892
Variation des passifs d'impôt courants	25	19
Variation des autres passifs courants	242	-4 257
VARIATION apparente DU BFR	-306	6 171
Variation des dettes sur immobilisations		410
Variation de BFR liée aux variations de périmètre	-21	-664
Autre variation de BFR	173	
VARIATION réelle DU BFR	-458	7 245

21. INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de volailles (poulets et dindes) label rouge, certifiées et standards. Il est clairement établi que les lignes de produits vendus ne présentent pas des taux de rentabilité, des possibilités de croissance, des perspectives d'avenir et des risques différents.

De plus, la nature des procédés utilisés, les catégories de clients (libre service, rôtissoires et grossistes) auxquels sont destinés les produits, et les méthodes de distribution utilisées sont identiques quel que soit le type de volailles.

Il n'existe donc qu'un secteur d'activité au sein du Groupe : la volaille.

Par ailleurs, toutes les activités du Groupe sont implantées en France et les marchés sont principalement localisés en France (plus de 90%). En conséquence, le secteur géographique est unique et se limite au territoire national.

22. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	31/12/2008	31/12/2007
Ventes de marchandises	42	93	135	88
Production vendue de biens	188 022	16 498	204 520	169 644
Prestations de services	3 071	43	3 114	2 325
Frais de publicité	-5 053		-5 053	-4 688
TOTAUX	186 082	16 634	202 716	167 369

ZONES GEOGRAPHIQUES EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES	31/12/2008	31/12/2007
France	92%	91%
Benelux	2%	3%
Autres	6%	6%
TOTAUX	100%	100%

TYPES DE PRODUITS	31/12/2008	31/12/2007
Découpe poulet	35%	34%
Poulet entier	20%	23%
Découpe dinde	29%	32%
Autres	16%	11%
TOTAUX	100%	100%

CATEGORIES DE PRODUITS	31/12/2008	31/12/2007
Standard	53%	48%
Certifié	35%	38%
Fermier	2%	2%
Hallal	10%	12%
TOTAUX	100%	100%

23. ACHATS CONSOMMES

	31/12/2008	31/12/2007
Achats de matières premières et autres approvisionnements	108 148	83 075
Achats non stockés de matières et fournitures	4 173	3 005
Achats de marchandises	484	550
TOTAUX	112 805	86 630

24. CHARGES EXTERNES

	31/12/2008	31/12/2007
Sous-traitance	2 572	1 643
Locations	1 988	855
Entretiens et réparations	4 838	3 239
Primes d'assurance	774	727
Personnel extérieur	8 139	7 367
Transports de biens	14 022	11 894
Déplacements, missions et réceptions	333	315
Autres services extérieurs	21 999	22 982
TOTAUX	54 665	49 022

Au 31/12/2008, les autres services extérieurs comprennent notamment les rémunérations des éleveurs pour 13 324 K€ et le façonnage confié à des prestataires pour 5 232 K€ (abattage des dindes, ...).

25. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	31/12/2008	31/12/2007
Sur immobilisations incorporelles	54	75
Sur immobilisations corporelles	4 194	2 525
Sur immeubles de placement	13	3
TOTAUX	4 261	2 603

26. DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS

	31/12/2008	31/12/2007
Variation des provisions / actif circulant		-321
Variation des provisions pour médailles du travail	-169	4
Variation des provisions court terme	398	10
Variation des provisions pour IFC	-368	-86
Autres dotations et reprises de provisions		-66
TOTAUX	-139	-459

27. PERSONNEL

27.1. Charges de personnel

	31/12/2008	31/12/2007
Salaires et traitements	25 828	19 738
Charges sociales	9 093	7 768
TOTAUX	34 921	27 506

27.2. Effectifs moyens

En nombre de personnes	31/12/2008	31/12/2007
Cadres	46	44
Agents de maîtrise	112	103
Employés et ouvriers	924	889
TOTAUX	1 082	1 036

27.3. Droit individuel à la formation

Il n'y a pas eu de provision constatée concernant le droit individuel à la formation. Le volume engagé est estimé à 84 677 heures.

28. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	31/12/2008	31/12/2007
Plus ou moins values de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-117	12
Reprise en résultat des subventions liées à des actifs	144	94
Autres produits et charges d'exploitation	541	4 315
TOTAUX	568	4 421

29. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	31/12/2008	31/12/2007
Intérêts bancaires	1 048	903
Intérêts liés aux dettes de crédit-bail	200	26
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	1 248	929

30. IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôts de la période s'analyse comme suit :

	31/12/2008	31/12/2007
Impôts courants	248	40
Impôts différés	305	-39
TOTAUX	553	1

31. RESULTATS PAR ACTION

	31/12/2008	31/12/2007
<i>Numérateur (en milliers d'euros)</i>		
Résultat net part du Groupe	-7 516	4 095
<i>Dénominateur (en milliers d'actions)</i>		
Nombre moyen d'actions de base	1 775	1 551
Nombre d'actions potentielles dilutives		
Nombre moyen d'actions dilué		
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	-4,23	3,22
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	-4,23	3,22

32. ENGAGEMENTS

32.1. Engagements financiers donnés

	31/12/2008	31/12/2007
Intérêts sur emprunts non échus	640	18
TOTAUX	640	18

32.2. Engagements financiers versés

	31/12/2008	31/12/2007
Dépôts de garantie / emprunts		11
TOTAUX		11

32.3. Engagements financiers reçus

Les stocks de la société COBRAL sont gagés par la société AUXIGA afin de couvrir une ouverture de crédit avec le Crédit Agricole.

33. AUTRES ENGAGEMENTS

La société DUC a consenti à la Banque Populaire de Bourgogne un nantissement sur son fonds de commerce en garantie du remboursement d'un prêt de 610 K€ euros en principal, à compter de mars 2002 et jusqu'au complet remboursement du prêt en 2009.

La société DUC s'est portée caution solidaire de la société COBRAL pour la somme de 400 K€ auprès du Crédit Agricole pour une ligne de crédit inférieure ou égale à 800.000 K€ jusqu'au 30 mars 2009. Il a été mis en place une ligne de gage AUXIGA sur le stock de COBRAL pour cette même ligne.

Au titre d'un marché relatif à des investissements sur le froid à l'usine de Chailley, DUC a consenti une caution de 204 K€ à la société Jonhson Controls émise par la banque Palatine.

La société DUC s'est portée caution de la société COBRAL pour les fournisseurs suivants : SAS Start People pour 25 K€, VG Goossens pour 35 K€ et pour Campina pour 150 K€.

La société DUC s'est portée caution pour sa filiale en Bulgarie DRB auprès du fournisseur Promivi à hauteur de 340 K€.

La société DUC s'est portée caution pour COBRAL auprès de la Trésorerie Générale du Morbihan à hauteur de 742 K€.

34. PARTIES LIEES

Les comptes consolidés incluent les opérations effectuées par le groupe avec les sociétés qui détiennent son capital, le groupe ne détenant pas de participations qui ne seraient pas consolidées ou mises en équivalence.

Les échanges avec les sociétés membres du Groupe Verneuil, détenteur du capital de DUC, sont des flux financiers et des refacturations de prestation du service juridique.

La convention de trésorerie entre DUC et VERNEUIL PARTICIPATIONS signée en avril 2005 est renouvelée tous les ans par tacite reconduction. Le taux de rémunération est Euribor + 0,5 avec un plafond de 3.000 K€.

Une convention de compte courant bloqué a été signée avec la CECAB le 22 avril 2008 pour une somme de 2 millions d'euros bloqués pendant une période de 7 ans minimum. Ce compte courant est non rémunéré pendant cette période.

34.1. Comptes-courants avec les sociétés mères

	31/12/2008		31/12/2007	
	Solde	Intérêts	Solde	Intérêts versés
Compte-courant	18	1	18	53
TOTAUX	18	1	18	53

34.2. Rémunération des membres de la direction et des administrateurs

	31/12/2008	31/12/2007
Mandataires sociaux	180	189
Membres du comité de direction	432	345

35. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Il n'y a aucun actif et passif éventuels sur l'exercice.

36. JETONS DE PRESENCE

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres non salariés du conseil d'administration de DUC en 2008 et en 2007.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Duc relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

- La note 3.17 de l'annexe expose les modalités de réalisation du test de dépréciation effectué sur les actifs du Groupe Duc sur la base d'un business plan hors Cobral,
- Le paragraphe 4.2 de l'annexe expose les modalités d'affectation de l'écart d'acquisition de la société Cobral.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 5 juin 2009

Les Commissaires aux comptes

Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Michel Bachette-Peyrade

Alain Penanguer

COMPTES SOCIAUX

I. - Bilan au 31 décembre 2008.

ACTIF	Montant brut	Amortissements	31/12/2008	31/12/2007
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISAT. INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	448 373	315 618	132 755	76 461
Fonds commercial	93 631	31 176	62 455	9 972
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes immob. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	343 512	2 954	340 558	112 669
Constructions	19 043 192	7 934 910	11 108 282	9 712 381
Installations tech., matériel, outillage	10 406 765	4 569 048	5 837 717	3 914 450
Autres immobilisations corporelles	637 327	324 189	313 139	121 400
Immobilisations en cours	1 342 517		1 342 517	1 404 428
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	6 689 266	94 301	6 594 964	6 655 168
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	42 010		42 010	76 951
Autres immobilisations financières	2 301 073	11 434	2 289 639	3 150 425
ACTIF IMMOBILISE	41 347 665	13 283 629	28 064 036	25 234 306
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 004 958		3 004 958	1 557 656
En-cours de production de biens	6 234 638		6 234 638	5 667 510
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	5 575 353	652 055	4 923 298	4 301 726
Marchandises				
Avances, acomptes versés/commandes	659 769		659 769	
CREANCES				
Créances clients & comptes rattachés	21 440 504	482 745	20 957 759	18 781 566
Autres créances	30 210 772	21 657 440	8 463 331	7 380 954
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres 838 441)	2 542 283	704 465	1 837 818	1 853 582
Disponibilités	1 110 538		1 110 538	980 671
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	214 089		214 089	148 617
ACTIF CIRCULANT	70 902 904	23 496 705	47 406 199	40 672 282
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	7 265		7 265	66 567
TOTAL GENERAL	112 257 834	36 780 334	75 477 500	65 973 154

PASSIF	31/12/2008	31/12/2007
Capital social ou individuel (dont versé : 17 322 998)	17 322 998	16 764 998
Primes d'émission, de fusion, d'apport	7 384 583	6 889 947
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-10 337 482	- 14 744 877
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	- 7 714 704	4 407 395
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées	35 061	18 943
CAPITAUX PROPRES	6 690 456	13 336 406
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	7 265	106 080
Provisions pour charges	2 205 674	1 782 128
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 212 939	1 888 208
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	23 917 468	15 395 750
Emprunts, dettes fin. divers (dont emp. Participatifs: 0)	4 143 119	2 199 157
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 260 815	22 640 113
Dettes fiscales et sociales	9 939 344	9 041 461
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 000	
Autres dettes	1 275 719	1 472 060
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 683	
DETTES	66 573 148	50 748 540
Ecarts de conversion passif	956	
TOTAL GENERAL	75 477 500	65 973 154

II. - Compte de résultat.

	France	Export	31/12/2008	31/12/2007
Ventes de marchandises	42 187		42 187	87 010
Production vendue - biens	162 929 962	14 888 332	177 818 293	161 149 513
- services	3 926 788	96	3 926 884	2 727 489
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	166 898 936	14 888 428	181 787 364	163 964 011
Production stockée			1 241 664	2 790 338
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			340 437	3 809 708
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			913 146	1 216 888
Autres produits			313 467	336 061
PRODUITS D'EXPLOITATION			184 596 078	172 117 007
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 743 806	1 688 325
Variation de stock (marchandises)				
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)			97 759 792	79 359 230
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 078 077	-430 021
Autres achats et charges externes			57 057 403	54 945 570
Impôts, taxes et versements assimilés			3 323 694	3 517 154
Salaires et traitements			21 527 527	19 086 708
Charges sociales			7 584 092	7 329 241
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 047 549	1 279 090
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			727 555	612 709
Pour risques et charges : dotations aux provisions			474 546	75 101
Autres charges			1 359	39 720
CHARGES D'EXPLOITATION			191 169 246	167 502 827
RESULTAT D'EXPLOITATION			-6 573 168	4 614 180
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			265 762	248 772
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			64 670	85 894
Autres intérêts et produits assimilés			155 022	172 732
Reprises sur provisions et transferts de charges			901 271	457 216
Différences positives de change			231 939	57 173
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 618 663	1 021 786
Dotations financières aux amortissements et provisions			653 237	203 032
Intérêts et charges assimilées			1 547 038	1 153 081
Différences négatives de change			462 451	124 222
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 662 726	1 480 335
RESULTAT FINANCIER			-1 044 062	-458 549
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-7 617 230	4 155 632

Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 732 862	347 823
Reprises sur provisions et transferts de charges		52 875
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 732 862	400 698
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	32 675	19 633
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 925 722	182 581
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	16 118	16 118
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 974 515	218 332
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-241 653	182 366
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	- 144 179	-69 398
TOTAL DES PRODUITS	187 947 603	173 539 491
TOTAL DES CHARGES	195 662 308	169 132 095
BENEFICE OU PERTE	-7 714 704	4 407 395

III. - Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2008

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Le périmètre de DUC a beaucoup évolué au cours de l'année 2008.

Après la prise de contrôle de la société COBRAL, spécialisée dans les produits traiteurs et snacking, en décembre 2007, et dont la restructuration a été opérée pendant tout l'exercice, DUC a acquis le site de Plumelin en janvier 2008.

DUC sous-traitait auparavant les prestations de fabrication de cordons bleus et nuggets destinés aux marchés RHF qui étaient réalisées au sein de ce site industriel, spécialisé dans la fabrication de produits panés surgelés.

Ainsi, dans le cadre d'accords passés avec le Groupe CECAB, DUC a acquis ce fonds de commerce de fabrication de morceaux de viande IQF et des produits cuits à base de dinde et principalement des produits panés, et repris à son compte le contrat de crédit-bail portant sur les locaux, à effet du 1^{er} janvier 2008.

Au cours du second semestre, l'immatriculation de la société DRB à Sofia a marqué la concrétisation des accords signés quelques mois auparavant avec nos partenaires bulgares de SVS 98. DUC détient 40 % de cette structure qui produit et commercialise des produits à marque DUC en Bulgarie et bientôt en Roumanie.

L'exercice 2008 a également été caractérisé par une spectaculaire évolution du prix des matières premières.

Ainsi, les principales céréales (blé et maïs) ainsi que le soja ont fait l'objet de spéculations très fortes pendant 8 à 9 mois entraînant des mouvements de panique chez les acheteurs qui, bien souvent, n'avaient pas la possibilité de répercuter ces surcoûts à leurs clients.

Cette inflation hors du commun a entraîné une augmentation des coûts de revient du vif de l'ordre de 20% au plus fort de l'exercice. Ne pouvant répercuter les hausses tarifaires en aval, nous avons dû subir la dégradation de nos marges brutes constante jusqu'à la fin du troisième trimestre. Le retour à des cours beaucoup plus raisonnables en fin d'année a permis de restaurer un niveau de marge acceptable.

PERSPECTIVES D'AVENIR

L'année 2009 devrait vraisemblablement rester un exercice difficile avec un contexte de marché morose.

En terme de famille produits, DUC souhaite réduire le poids de la dinde dans son offre et accentuer le développement des panés frais ainsi que des produits élaborés à base de poulet.

Un des objectifs essentiels va être la consolidation de l'activité en produits certifiés qui génère une valeur ajoutée supérieure à celle des produits standard.

Parallèlement, DUC envisage d'élargir le sourcing (notamment en filet de dinde) afin de mieux répondre aux attentes du secteur RHF en terme de compétitivité sur les produits surgelés et cuits.

DUC envisage de mettre en place un partenariat qui lui permette de développer rapidement le chiffre d'affaires de la société COBRAL grâce à une force commerciale terrain conséquente.

Le risque est fort que l'exercice 2009 marque une année de concentration de la filière volaille et DUC souhaite mettre en œuvre les moyens à sa disposition afin de lui permettre de jouer un rôle dans la nouvelle cartographie de l'industrie avicole.

PARTICIPATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, DUC a cédé 7,43% de ses actions détenues dans la société DIALZO, société cotée au Marché Libre, qui est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux et notamment d'aliments pour volailles. Au 31 décembre 2008, DUC détenait 38,76% du capital de cette société anonyme dont le siège est à Vergt en Dordogne. Nous prévoyons de poursuivre la cession progressive de cette participation au cours de l'exercice 2009.

REPARTITION DU CAPITAL

Au 31 décembre 2008, l'actionnariat de DUC est réparti de la manière suivante :

FINANCIERE DUC	43.37 %
VERNEUIL PARTICIPATION	21.62 %
VERNEUIL & ASSOCIES	0.01 %
Sous total Groupe VERNEUIL	65.00 %
CECAB	16.82 %
CAFO	2.15 %
Groupe BONGRAIN	3.22 %
PUBLIC	10.26 %
AUTO-DETENTION	2.55 %
TOTAL	100.00 %

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Généralités :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements décrits ci-dessous, concernant l'évaluation des immobilisations et des stocks.

- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Méthodes d'évaluation :

Immobilisations corporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les méthodes d'évaluations des immobilisations corporelles n'ont pas été modifiées. L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive. Cette méthode est appliquée suite à la mise en œuvre chez DUC des règlements CRC 2002-10 et 2004-06, applicables aux exercices ouverts à compter du 01/01/2005. C'est la méthode rétrospective de réallocation des valeurs brutes qui a été retenue avec la méthode de décomposition des immobilisations.

Début 2006, un expert a été missionné pour déterminer la valeur d'utilité des matériels et bâtiments du site de Chailley, le plus important du Groupe. L'expert a proposé trois corrections de durée de vie et quatre sorties d'immobilisations. L'ensemble de ces corrections a été réalisé au 01/01/2006.

Un test de dépréciation sur les immobilisations a été opéré sur les comptes du groupe DUC sur la base d'un business plan sur 3 ans. Concernant l'actualisation des flux de trésorerie, nous avons retenu 2 périodes de projection : 5 et 10 ans, la première correspondant à la durée maximum indiquée dans la norme IAS 36 sauf justification de la prise en compte d'une durée plus longue, ce qui est le cas de la seconde. 10 ans nous apparaît en effet comme étant la durée plus proche de la durée d'utilité restant à courir des actifs évalués.

Le marché dans lequel évolue le groupe DUC étant relativement risqué. Nous avons retenu un taux d'actualisation avant impôt de 6,78%.

La valeur d'utilité, sur une hypothèse de 5 ans, est de 23 941 k€. Sur une hypothèse de 10 ans, elle est de 39 738 k€. Comme la valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles du groupe DUC au 31 décembre 2006 est de 23 912 k€, il n'y a pas lieu à dépréciation.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Immobilisations corporelles

Constructions	5 à 67 ans L
Installations techniques, agencements	3 à 50 ans L
Matériel et outillage	3 à 50 ans L ou 4 à 15 ans D
Matériel de transport	2 à 4 ans L
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans L

L : linéaire - D : dégressif

Ces durées sont appliquées à chacun des composants des immobilisations corporelles.

Ce changement de méthode a eu un impact de 9 133 423 € qui a été inscrit en compte report à nouveau.

Participations, autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, ou la valeur d'apport. Une dépréciation est constituée notamment lorsque cette valeur s'avère supérieure à la quote-part de la société dans les capitaux propres de la filiale ou participation sauf si les résultats et perspectives font prévoir un rétablissement de ces capitaux propres. Les titres ne font pas l'objet de dépréciation si leur valeur est inférieure aux transactions récentes sur ces titres.

Stocks

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Un changement de la méthode d'évaluation des stocks de produits intermédiaires, auparavant évalués selon la méthode du prix de revient, a été adopté en 2005.

Les produits intermédiaires ou actifs biologiques sont évalués selon les méthodes suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient ;
- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couvrir produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme ; les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.
- Les œufs à couvrir sont évalués ainsi :
 - les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de l'œuf acquis à l'extérieur ;
 - les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.
- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :
 - Le 100% végétal : valorisation au prix du marché ;
 - Le certifié : valorisation au prix de revient

Un changement de la méthode d'évaluation des stocks de produits finis est intervenu dans l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005. Depuis, les stocks de produits finis sont évalués au prix du marché après déduction des coûts de commercialisation (et non plus au prix du marché décoté comme auparavant).

Les stocks font l'objet d'une dépréciation lorsque leur montant brut est supérieur au cours du jour ou à la valeur de réalisation. Cette dernière est estimée en déduisant de la valeur du marché les charges directes de commercialisation qu'il reste à engager pour distribuer le produit.

Créances

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale, ou leur valeur d'apport. Une dépréciation est pratiquée lorsque le recouvrement de la créance est compromis.

Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les liquidités disponibles ont été évaluées à leur valeur nominale (euros).

	Valeur Brute Comptabilisée	Provision comptabilisée	Valeur nette comptabilisée	Valeur de réalisation au 31/12/2008
ACTION	1 071 851	704 465	367 386	367 386
FCP	862		862	862
SICAV	1 469 570		1 469 570	1 469 570
TOTAL	2 542 283	704 465	1 837 818	1 837 818

DUC détient 44 447 de ses actions au 31/12/2008 pour une valeur brute de 838 441 euros et pour une valeur nette comptable de 147 107 euros à cette date.

24 000 de ces actions pour une valeur brute de 387 151 euros et pour une valeur nette comptable de 102 000 euros ont été acquises dans le cadre d'un plan d'option d'achat réservé à une catégorie de salariés DUC.

Médailles du travail

La charge médaille du travail a été comptabilisée en provision pour risques et charges pour la première fois en 2004. Cette provision pour médaille du travail est calculée sur la base d'une actualisation des droits acquis par les salariés prenant en compte un coefficient de mortalité et de rotation ainsi que l'évolution des salaires (le taux étant identique à celui retenu pour le calcul des indemnités de départ en retraite).

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés de la société DUC au 31/12/08 au titre des médailles du travail fait l'objet d'une provision pour risques et charges.

Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite de la société sont calculées sur la base d'une actualisation des droits acquis par les salariés prenant en compte un coefficient de mortalité et de rotation ainsi que l'évolution des salaires.

Pour le calcul des droits acquis au 31/12/2008, des hypothèses conformes à la réalité des faits ont été retenues. L'expérience a pu permettre de déterminer que le cas le plus courant est le départ volontaire à 60 ans (et non pas le départ à l'initiative de l'employeur à 65 ans comme retenu précédemment).

Les calculs effectués au 31/12/2008 tiennent compte des dispositions de la convention collective et du Code du Travail.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés de la société DUC au 31/12/2008 au titre des indemnités de départ à la retraite fait l'objet d'une provision pour risques et charges.

III - COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que l'année précédente.

IV - INFORMATIONS FISCALES

L'option pour le régime de l'intégration fiscale a été renouvelée pour une durée de cinq ans, à compter du 1er janvier 2003. La société SOVIGARD est intégrée dans le groupe fiscal DUC à partir du 1er janvier 2006. La société DUC constitue un groupe fiscal avec ses filiales CHAROLLES ACCOUVAGE, DROME ACCOUVAGE, NUTRI-BOURGOGNE, Rôtisserie

DUC Auxerre, Rôtisserie DUC Dijon, Rôtisserie DUC Dole et Rôtisserie DUC Fontainebleau et Rôtisserie DUC Chalon sur Saône et SOVIGARD.

Conformément aux dispositions de la convention d'intégration fiscale, l'économie d'impôt résultant de la prise en compte du déficit de la filiale reste acquise à la société mère.

Les sociétés SCEA DE VARENNES, SCI DE LA TIRANDIERE et SCI DE VARENNES sont des sociétés civiles transparentes fiscalement.

V - RISQUE LIE AUX EMPRUNTS

Au 31/12/2008, la société ne détient pas d'emprunt à taux variable.

IMMOBILISATIONS

	Début de l'exercice	Réévaluation	Acquisition, apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	384 165		157 839
Terrains	112 669		233 868
Constructions sur sol propre	6 920 341		282 244
Constructions sur sol d'autrui	365 761		
Constructions install.géné., agencemts, aménagmts	9 707 579		1 767 269
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 755 815		3 473 836
Installations générales, agencements, aménagements	2 022		
Matériel de transport	20 986		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	343 817		281 442
Emballages récupérables et divers	10 438		2 119
Immobilisations corporelles en cours	1 404 428		1 423 820
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 643 857		7 464 597
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	7 029 470		40 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	3 238 810		15 988 667
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 268 279		16 028 667
TOTAL GENERAL	37 296 301		23 651 103

	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de dvpt				
Autres postes immobilisations incorporelles			542 004	
Terrains		3 024	343 512	
Constructions sur sol propre			7 202 585	
Constructions sur sol d'autrui			365 761	
Constructions installations générales, agencements		2	11 474 846	
Installations techn., matériel et outillage industriel		822 886	10 406 765	
Installations géné., agencements divers			2 022	
Matériel de transport		762	20 224	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		22 735	602 524	
Emballages récupérables et divers			12 557	
Immobilisations corporelles en cours	197 934	1 287 797	1 342 517	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	197 934	2 137 207	31 773 313	
Participations par mise en équivalence				
Autres participations		380 204	6 689 266	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations. financières		16 884 394	2 343 083	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		17 264 598	9 032 348	
TOTAL GENERAL	197 934	19 401 805	41 347 665	

AMORTISSEMENTS

	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	297 732	49 061		346 793
Terrains		2 954		2 954
Constructions s/sol propre	2 570 209	159 570		2 729 779
Constructions s/sol autrui	38 559	13 683		52 242
Constructions installations géné, agencemts, aménagemts	4 672 532	480 358		5 152 889
Installations techn, matériel et outillage industriels	3 841 365	1 267 807	547 025	4 562 146
Install. géné, agencemts et aménagemts divers	421	404		825
Matériel de transport	20 985		762	20 223
Matériel de bureau et informatique, mobilier	232 284	87 644	21 471	298 457
Emballages récupérables divers	2 173	2 510		4 863
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 378 528	2 014 930	569 259	12 824 199
TOTAL GENERAL	11 676 260	2 063 991	569 259	13 170 992

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissement dérogatoire

	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort.fisc exception.	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort.fisc exception.	
Frais établ., recherche							
Autres immo. incorporelles							
Terrains							
Constructions s/ sol propre			16 118				16 118
Constructions s/sol d'autrui							
Constructions et instal							
Install. tech, outillage							
Install. Géné, agencements							
Matériel de transport							
Mat. bureau et informatique							
Emballages récupérables							
TOTAL			16 118				16 118

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début exercice	Augmentations	Dotations	Fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

CREANCES ET DETTES

Etat des créances

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	42 010	20 566	21 444
Autres immobilisations financières	2 301 073	2 301 073	
Clients douteux ou litigieux	500 405	500 405	
Autres créances clients	20 940 099	20 940 099	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	7 816	7 816	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	233 237	233 237	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 514 421	2 514 421	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	448 833	448 833	
Groupe et associés	3 575 475	3 575 475	
Débiteurs divers	23 340 990	23 340 990	
Charges constatées d'avance	214 089	214 089	
TOTAL GENERAL	54 118 447	54 097 003	21 444
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	34 941		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	Plus d'1 an, -5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts, dettes à 1 an maximum à l'origine	19 796 325	19 796 325		
Emprunts, dettes à plus d'1 an à l'origine	4 121 142	593 175	3 066 481	461 486
Emprunts et dettes financières divers	4 143 119	4 143 119		
Fournisseurs, comptes rattachés	27 260 815	27 260 815		
Personnel et comptes rattachés	4 732 272	4 732 272		
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	3 744 035	3 744 035		
Etat: impôt bénéfices				
Etat : T.V.A.	109 848	109 848		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 353 189	1 353 189		
Dettes s/immo et comptes rattachés	29 000	29 000		
Groupe et associés				
Autres dettes	1 275 719	1 275 719		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	7 683	7 683		
TOTAL GENERAL	66 573 148	63 045 181	3 066 481	461 486
Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 076 240			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	133 626			
Emprunts, dettes contractés auprès des associés				

Annexe aux états des créances et dettes :

Créances

Au 31 décembre 2008, les créances, représentant 54 118 K€, sont des créances à moins d'un an pour 54 097 K€ et à plus d'un an moins de 5 ans pour 21 K€.

Le poste « groupe et associés » se compose principalement de comptes courants vis à vis de :

SCEA VARENNES	819 k€
Duc Dev. International	111 k€
ROT DUC DIJON	439 k€
Foch Investissement	127 k€
COBRAL	306 k€
NUTRIBOURGOGNE	1 629 k€
C/C Intégration fiscale	144 K€

Le poste « débiteurs divers » se compose principalement :

- d'un compte courant vis à vis de BSA BOURGOIN d'un montant de 21 085 K€ intégralement provisionné depuis le 31/12/2000.
- du compte de notre factor RBS pour 1 891 K€
- d'un compte débiteur LAGUILLAUMIE d'un montant de 33 K€
- d'un compte débiteur SVS 98 d'un montant de 194 k€.

Dettes

Le poste « autres dettes » de 1 275 k€ se compose de :

Avoirs à établir et clients créditeurs	248 k€
Ristournes à payer	339 k€
Dettes diverses	382 k€
Aide d'état	300 k€
Client écart de conversion	6 k€

Le poste « dettes financières diverses » de 4 143 k€ se compose essentiellement de :

C/C SOVIGARD	997 K€
C/C CHAROLLES ACC	637 K€
C/C DROME ACCOUVAGE	122 K€
C/C VERNEUIL PART.	18 K€
C/C FINANCIERE DUC	2 K€
C/C FDCP	2 000K€

Exposition au risque de taux

La société dispose de financements sous forme d'emprunts répartis de la manière suivante :

- Emprunts à taux fixes = 100%

Situation nette

	Capital	Primes d'apport	Réserve légale	Réserves réglem.	Prov réglem	Report à nouveau	Résultat	Total
au 31/12/07	16 764 998	6 889 947	0	0	18 943	-14744 877	4 407 395	13 336 406
Affectation du résultat 2007						4 407 395	-4407395	0
Augmentation du capital	558 000	494 636	0	0				1 052 636
au 31/12/08					16 118		-7714704	-7 698 586
TOTAL	17 322 998	7 384 583	0	0	35 061	-10337482	-7714704	6 690 456

Provisions

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Prov. gisements miniers, pétroliers Prov. pour investissement Prov. pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majoration exceptionnelle 30% Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Prov. pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	18 943	16 118		35 061
PROVISIONS REGLEMENTEES	18 943	16 118		35 061
Prov. pour litiges Prov. pour garanties clients Prov. pertes marchés à terme Prov. pour amendes et pénalités Prov. pour pertes de change Prov. pensions, obligations similaires Prov. pour impôts Prov. pour renouvellement immo. Prov. pour grosses réparations Prov. charges s/congés à payer Autres prov. risques et charges	66 447 1 782 128 39 633	11 842 474 546	71 023 51 000 39 633	7 265 2 205 674
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 888 208	486 388	161 656	2 212 939
Provisions immobilisations incorporelles Provisions immobilisations corporelles Provisions titres mis en équivalence Provisions titres de participation Provisions autres immobilisations financières Provisions stocks et en cours Provisions comptes clients Autres provisions pour dépréciation	374 301 11 434 599 091 414 109 22 270 758	8 265 652 055 75 500 646 427	1 363 280 000 6 864 555 280	6 902 94 301 11 434 652 055 482 745 22 361 906
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	23 669 693	1 382 247	1 442 597	23 609 342
TOTAL GENERAL	25 576 843	1 884 753	1 604 254	25 857 342
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice		1 202 101 653 237 16 118	697 951 901 271	

Provisions pour risques et charges :

	2008	2007
Risques (procédures prud'homales et amendes)	0	39 633
Indemnités retraite	1 942 585	1 539 056
Médaille du travail	263 089	192 072
Restructuration sociale	0	51 000
Provision écart de change	7 265	66 447

Dépréciation :

Compte tenu de l'absence de produits chez Duc Développement International, dont le capital est détenu à 70 % par DUC, et de l'existence de charges, les capitaux propres de cette société étant largement inférieurs à son capital social, les titres Duc Développement International ont fait l'objet au 31/12/2003, d'une dépréciation pour la totalité de leur valeur, soit 26 679 euros.

De même, le compte-courant détenu par DUC chez Duc Développement International a été intégralement déprécié en 2003 puis complété jusqu'en 2008 pour un montant total de 110 814,44 euros.

Compte tenu du résultat, de la situation des capitaux propres et de l'arrêt d'activité 2005 de la société ROTISSERIE DUC DIJON, DUC, titulaire de la totalité du capital, a inscrit une dépréciation sur les titres de sa filiale pour la totalité de leur valeur.

DUC a également inscrit une dépréciation sur les comptes-courants détenus dans chaque société avec détermination d'un taux de dépréciation tenant compte du prix attendu de la vente des pas-de-porte et du matériel d'exploitation des pâtisseries.

Les provisions suivantes ont été inscrites :

	TITRES 2005	TITRES 2004	C/C
ROTISSERIE DUC DIJON	60 000 €	60 000 €	439 074,40 €

La SCI de la TIRANDIERE avait consenti un crédit-bail immobilier à un éleveur, ce contrat a pris fin en 2005 et la société n'a plus d'activité ni d'actif, les titres détenus en totalité par DUC ont donc été dépréciés pour la totalité de leur valeur, soit 7 622 €.

Une dépréciation sur actif circulant de 482 K€ a été inscrite pour risque de non-recouvrement de clients.

Stocks (en milliers d'euros)

	2008	2007
Matières premières et approvisionnements	3 005	1 558
En-cours élevage	6 235	5 667
Produits finis	5 575	4 901
TOTAL VALEUR BRUTE	14 815	12 126
Dépréciation	652	599
VALEUR NETTE	14 163	11 527

Composition du capital social

Catégories de titres	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 862 688	60 000		9,30 €

Détail des produits à recevoir

	31/12/2008
Clients et comptes rattachés	61 229
Factures clients à établir	217 080
Provisions av. litiges exercice	-108 464
Provision av. litiges exercice précédent	-47 387
Autres créances	702 619
Avoirs fournisseurs à recevoir	63 598
Produit social à recevoir	183 275
Etat produits à recevoir	448 833
Produits à recevoir GRP	6 913
Total des produits à recevoir	763 848

Détail des charges à payer

	31/12/2008
Dettes fournisseurs comptes rattachés	2 070 485
Fournisseurs charges à payer	1 452 825
Part publicitaire non reçue France	573 610
Part publicitaire non reçue export	44 050
Autres dettes	431 065
Clients avoirs à établir	91 606
Clients rist à payer France	332 245
Clients rist à payer export	7 214
Dettes fiscales et sociales	5 139 291
Congés payés à payer	2 026 684
Provision CET	354 941
Provision RTT	63 209
Provision primes diverses	19 029
Participation salariés	41 650
Prov RC+RN	75 031
Prov compte temps ouv.+P	91 176
Provision prime assiduité+pre	10 600
Provision prime production/qu	10 996
Charges à payer/ provision CP	854 269
Charges à payer / CET	160 231
Charges à payer/provision RTT	30 220
Charges à payer /provision CT+PAU	39 714
Charges à payer/provision rc+rn	32 435
Prov ch/primes diverses	8 944
Provision charges/assiduité+précarité	3 494
Provision charges/ prime production	4 838
Taxe professionnelle	1 311 559
Autres dettes	204 413
C/C FDCP	204 413
Intérêts courus sur découvert	1 300
Banques charges à payer	1 300
TOTAL DES CHARGES A PAYER	7 846 553

Détail des charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	214 089
Charges payées d'avance	214 089
Produits constatés d'avance	-7 683
Produits constatés d'avance	-7 683
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	206 406

Transferts de charges :

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement assurance	26 432	791251
Remboursement subrogation salaire	188 763	791000
TOTAL	215 195	

Ventilation du chiffre d'affaires en euros

	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2008	Total 31/12/2007	Variation en %
Production vendue de biens	162 929 962	14 888 332	177 818 293	161 149 513	10,34%
Production vendue de services	3 926 788	96	3 926 884	2 727 488	43,97%
Ventes de marchandises	42 187		42 187	87 010	-51,52%
TOTAL	166 898 936	14 888 428	181 787 364	163 964 011	10,87%

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Cession d'immobilisations	1 545 478	675000
Charges exceptionnelles	40	678800
Charges/ext antérieur		672100
Amendes pénalités	32 675	671200
Dotations provision pour risques et charges		687510
Dotations provisions impôts		687500
Cession immobilisations financières	380 204	675600
Amortissement dérogatoire	16 118	687200
TOTAL	1 974 515	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Subventions d'investissements reçues		777000
Produits/cessions cédées	1 544 399	775000
Reprise s/ prov risques exceptionnels		787500
Produits exceptionnels		778800
Reprise autres provisions elem		787510
Reprise provision fournisseurs antérieurs		787800
Produits sur immobilisations financières	188 463	775600
TOTAL	1 732 862	

Engagements hors bilan

		Montant hors bilan
Effets escomptés non échus		667 464
Autres engagements donnés		639 368
Intérêts sur emprunts	639 368	
	TOTAL	1 306 832

Engagements financiers reçus :

Autres engagements :

La société DUC a consenti à la Banque Populaire de Bourgogne un nantissement sur son fonds de commerce en garantie du remboursement d'un prêt de 610 K€ en principal, à compter de mars 2002 et jusqu'au complet remboursement du prêt en 2009.

La société DUC s'est portée caution solidaire de la société COBRAL pour la somme de 400 K€ auprès du Crédit Agricole pour une ligne de crédit de trésorerie inférieure ou égale à 800 K€ jusqu'au 30 mars 2009.

Au titre d'un marché relatif à des investissements sur le froid de l'usine de Chailley, DUC a consenti une caution de 204 263.50 euros à la société Jonhson Controls émise par la Banque Palatine.

La société DUC s'est portée caution de la société COBRAL pour les fournisseurs suivants : SAS Start People pour 25 K€, VG Goossens pour 35 K€ et pour Campina pour 150 K€.

La société DUC s'est portée caution pour sa filiale en Bulgarie DRB auprès du fournisseur Provimi à hauteur de 340 K€.

La société DUC s'est portée caution pour COBRAL auprès de la Trésorerie Général du Morbihan pour sa filiale COBRAL à hauteur de 742 449 €.

Engagements de Crédit-bail

	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE			1 838 810		1 838 810
AMORTISSEMENTS					
TOTAL					
VALEUR NETTE			1 838 810		1 838 810
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs			355 206		355 206
Exercice en cours			203 752		203 752
TOTAL			558 958	558 958	2 177 790
<i>Rachat du contrat</i>					
TOTAL					

Effectif moyen

Catégories	31/12/2008	31/12/2007
OUVRIERS	661	624
EMPLOYES	115	114
AGENTS DE MAITRISE	86	78
CADRES	33	26
TOTAL	895	842

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant du capital	% détenu
VERNEUIL PARTICIPATIONS 29 rue Viala - 75015 PARIS	SA	10 992 650 €	21,62%

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux propres	% Participation	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
<i>FILIALES (plus de 50%)</i>					
CHAROLLES ACCOUVAGE SAS	991	100	1.037		132
382904092 CHAILLEY	1.223		1.037		86
VARENNES SCEA	15	99,90	15		1.244
384018644 CHAILLEY	218				11
NUTRI BOURGOGNE SAS	360	100	359		39.638
401735352 CHAILLEY	1.539				122
DROME ACCOUVAGE SAS	84	100			171
343580981 CHAILLEY	337				66
SOVIGARD SAS	168	100	2.805		433
339457178 CHAILLEY	4.945		2.805		-1
DIALZO	1.350	38,76	523		8.186
334719028 VERGT	869		523		-421
SCI DE LA TIRANDIERE	15	100	8		
390363463 CHAILLEY	-7				
D.D.I	38	70	27		
433278892 CHAILLEY	-121				-6
SCI DE VARENNES	14	100	15		32
385025440 CHAILLEY	75				-1
ROTISS. DUC DIJON	60	100	60		
448423053 CHAILLEY	-441				-17
COBRAL	2.700	100	1.800		24.703
393757067 LORIENT	-1.961				-57
COBRAL LA CHEZE	8	98			
393732045 LA CHEZE	-156				-51
DRB	100	40	40		1.452
BULGARIE	72				-28

Charges et produits concernant les entreprises liées (en euros)

Société	Charges	Produits	Produits et charges financiers
Sovigard	432 531	728	-30 194
Drôme Accoupage	171 247	1 196	-3 802
Charolles Accoupage	131 717	0	-32 315
SCEA de Varennes	1 244 304	53 179	17 154
Nutri-Bourgogne	37 716 176	577 742	70 557
SCI de la Tirandière	0	0	0
Dialzo	0	0	0
Duc Développement International	0	0	3 676
SCI de Varennes	0	0	0
Rôtisserie Duc Dijon	0	0	14 585
Verneuil Participations	0	0	-627
Cobral	18 328	246 545	19 573
Total	39 714 377	879 390	58 607

Résultats des cinq derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	17 322 998,4	16 764 998,4	12 053 004,6	12 053 004,6	12 053 004,6
Nombre d'actions					
- ordinaires	1 862 688	1 802 688	1 296 022	1 296 022	1 296 022
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	181 787 268	163 961 624	101 714 986	96 699 628	100 924 238
Résultat avant impôt, participation, et dotations aux amortissements et provisions	-5 539 100	4 858 243	-1 012 744	-5 071 225	-4 132 050
Impôts sur les bénéfices	-144 179	-69 398	-13 595	-481 116	9 930
Dotations aux amortissements et provisions	2 319 783	520 246	2 367 271	1 171 977	1 213 095
Résultat net	-7 714 704	4 407 395	-3 366 420	-5 762 085	-5 355 075
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dotations aux amortissements, provisions	-3	3	-0,77	-3,54	-3,2
Résultat après impôt, participation, et dotations aux amortissements et provisions	-4	2	-2,6	-4,45	-4,13
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	895	842	638		731
Masse salariale	21 527 527	19 086 708	14 131 206	13 779 618	14 326 951
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	7 584 092	7 329 241	5 239 860	5 203 602	5 570 171

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Duc, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Le paragraphe « Participation, autres titres immobilisés » de la note II de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres de participations.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 5 juin 2009
Les Commissaires aux comptes

Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Michel Bachette-Peyrade

Alain Penanguer

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention et d'aucun engagement conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de Commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

- **Avec la société Verneuil Participations**

Votre Conseil d'administration du 11 octobre 2006 a autorisé la conclusion d'une convention d'assistance juridique entre la société Duc et l'ensemble de ses filiales, et la société Verneuil Participations.

En contrepartie des prestations visées ci-dessus, Verneuil Participations perçoit une rémunération calculée au prorata du temps réellement passé augmentée d'un forfait de 6 % au titre des frais engagés. Pour l'exercice 2008, votre société a enregistré en charges un montant de 28 573 € au titre de cette convention.

- **Avec la société Drôme Accoupage**

Votre Conseil d'administration du 24 décembre 1997 a autorisé la prise en location des locaux et du matériel d'exploitation du site de Crest à compter du 1er janvier 1998.

Le loyer s'élève à 171 246 € hors taxes depuis le 1er janvier 2005, date à laquelle le loyer a été révisé en fonction de l'évolution de l'indice national du coût de la construction. Depuis 2007, le loyer n'est plus indexé à l'INSEE, un avenant ayant été rédigé pour le figer.

Outre le loyer, la société Duc rembourse au bailleur l'impôt foncier afférent aux immeubles.

- **Avec la société Nutri-Bourgogne**

Votre Conseil d'administration du 11 avril 1997 a autorisé l'extension du bail à construction conclu entre votre société et la société Nutri-Bourgogne.

Ce bail expirera le 31 décembre 2088 et le loyer annuel est fixé à 2 897 € hors taxes.

- **Avec la société Sovigard**

Première convention

Votre Conseil d'administration du 24 décembre 1997 a autorisé la prise en location des locaux et du matériel d'exploitation du site de Saint-Bauzély à compter du 1er janvier 1998. Le loyer relatif aux immeubles s'élève à 194 886 € hors taxes depuis le 1er janvier 2005, date à laquelle le loyer a été révisé en fonction de l'évolution de l'indice national du coût de la construction.

Outre le loyer, la société Duc rembourse au bailleur l'impôt foncier afférent aux immeubles.

Le loyer relatif au matériel d'exploitation s'élève à 142 800 €.

Seconde convention

Votre Conseil d'administration du 10 janvier 2003 a autorisé la conclusion d'un bail à construction consenti par la société Sovigard sur un terrain lui appartenant à Saint-Bauzély.

Ce bail, d'une durée de 99 ans, a été conclu moyennant un loyer de 3 000 € hors taxes.

- **Avec la société Charolles Accouvage**

Votre Conseil d'administration du 5 janvier 1996 a autorisé la prise en location-gérance, pour une durée de 10 ans, du fonds de commerce situé à Changy à compter du 1er décembre 1995.

Votre Conseil d'administration du 24 décembre 1997 a autorisé un avenant au contrat de location gérance du fonds de commerce. Ce dernier stipule que suite aux investissements réalisés par Charolles Accouvage, le loyer annuel passe à 129 582 € hors taxes à compter du 1er janvier 1997.

- **Convention d'intégration fiscale**

Outre votre société, le groupe fiscal comprend les sociétés Nutri-Bourgogne, Drôme Accouvage, Charolles Accouvage et Sovigard.

- **Convention de compte-courant et d'avance de trésorerie**

Votre Conseil d'administration du 6 mars 2002 a autorisé les conventions de comptes-courants et d'avances de trésorerie entre la société Duc et la société Charolles Accouvage¹, la société Drôme Accouvage, la société Nutri-Bourgogne, la société SCEA de Varennes, la société Sovigard¹, la société Financière Duc et la société Duc Développement International.

Votre Conseil d'administration du 20 mai 2003 a autorisé la convention de comptes-courants et d'avances de trésorerie entre la société Duc et la société Rôtisserie Duc Dijon².

Votre Conseil d'administration du 11 octobre 2006 a autorisé a posteriori les conventions de compte-courant entre la société Duc et les sociétés F.D. Conseils et Participations et Foch Investissements, ainsi que la prorogation du terme de la convention avec la société Verneuil Participations. Ces conventions ont été ratifiées par votre Assemblée générale du 31 mai 2007.

¹ Ces conventions ont été modifiées par votre Conseil d'administration du 20 septembre 2004.

² Cette convention a été modifiée par votre Conseil d'administration du 11 octobre 2006.

Votre Conseil d'administration du 26 novembre 2007 a autorisé la conclusion d'une convention de compte-courant et d'avance de trésorerie entre la société DUC et la société Cobral, ainsi qu'entre la société DUC et la société CECAB.

Ces conventions sont conclues pour une durée indéterminée. Les avances, pouvant être consenties réciproquement, sont limitées individuellement, et produisent des intérêts au taux Euribor 3 mois majoré de 0,5 %.

En €

Sociétés	Avances maximales	Solde au 31/12/2008[1]	Intérêts produits en 2008[2]
Charolles Accoupage	1 100 000	-636 742	-32 315
Nutri-Bourgogne	1 000 000	1 629 133	70 557
SCEA de Varennes	1 100 000	819 173	17 154
Drôme Accoupage	750 000	-122 349	-3 802
Sovigard	2 200 000	-997 010	-30 194
Financière Duc	100 000	- 2 483	0
Duc Développement International	100 000	110 814	3 676
Rôtisserie Duc Dijon	450 000	439 074	-14 585
F.D. Conseils et Participations	1 000 000	- 204 413	
Foch Investissements	1 000 000	127 360	4 232
Verneuil Participations		- 18 297	
Cobral		305 741	-19 573
Cecab		-2 000 000	0

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Faits à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 5 juin 2009

Les Commissaires aux comptes

Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Michel Bachette-Peyrade

Alain Penanguer